

Chambre des Représentants

SESSION 1965,1966

21 MARS 1966

BUDGET

du Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur
pour l'exercice 1966.

(Crédits afférents au Commerce Extérieur.)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (1).

PAR M. RADOUX.

MESDAMES, MESSIEURS,

Préambule.

Au moment où la situation des finances publiques conduit à un réexamen de nos sources de richesse, il importe de souligner l'importance de notre commerce extérieur en tant qu'élément de la formation du produit national.

Nous devons rechercher, pour les amplifier, quels sont les moyens les plus aptes à favoriser nos ventes à l'étranger.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Meyers,

A. ~ Membres: MM. Berghmans, Claeys, De Nolf, Goemans, Lefèvre (Théodore), Meyers, Peeters, Saintvain, Scheyven. ~ MM. Boeykens, Bohy, Cracybeckx, Clémene, Radoux, Samte, Terwagne. ~ MM. Demuyter, Hannott, Kronacker, Van Lith de Leude, Van Oheim, Waltniel, ~ M. Yancler Elst.

B. - Suppliants : M. Allard, Claeys, Dequae, Dewulf, Tindemans. ~ MN. Brenne, De Kudelcier, Naze, Poglio (Simall). ~ MM. De Clercq (Poul), Gil/ct. Hubaux, ~ M. Schiltz,

V. Jir:

4-VIII (1965-1966) :

- N° 1: Budget,
- N° 2: Rapport (Créé d'Affaires Etrangères);
- N° 3: Rapport (en cl. Assist. Techn. I).

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1965-1966

21 MAART 1966

BEGROTING

van het Ministerie van Buitenlandse Zaken
en Buitenlandse Handel
voor het dienstjaar 1966.

(Kredieten hetreffende de Buitenlandse Handel.)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE HANDEL
EN DE TECHNISCHE BIJSTAND (I)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER RADOUX.

DAMES EN HEREN,

Inleiding.

Op het ogenblik dat de toestand van de overheidsfinanciën een nieuwonderzoek naar onze bronnen van rijkdom noodzakelijk maakt, dient te worden gewezen op het belang van onze buitenlandse handel als factor bij de vorming van ons nationaal produkt.

Wij moeten nagaan welke middelen het meest geschikt zijn om de verkoop in het buitenland op te drijven, opdat ze in ruimere mate worden aangewend.

(I) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter: de heer Meyers,

1. ~ Leden : de heren Berghmans, Claeys, De Nolf, Goemans, Lefèvre (Théodore), Meyers, Peeters, Saintvain, Scheyven. ~ de hereen Boeykens, Bohy, Cracybeckx, Glinne, Raciaux, Sainte, Terwagne. ~ de heren Demuyter, Hannott, Kronacker, Yan Lith de Leude, Yan Offelen, Waltniel. ~ de heer Yan der Elst.

B. - Plaatsvervangers : de licren Allard, Claeys, Dequae, Dewulf, Tindemans. ~ de licren Becq, De Kudelcier, Nzézé Paque (Simon). ~ de licren De Clercq (Poul), Gil/ct. Hubaux, ~ de heer Schiltz, Zijc,

4.VIII (1965-1966) :

- N° 1: Begroting;
- N° 2: Verslag (Kred. Buitnl. Zidell).
- N° 3: Verslag (Kred. Techn. Bijstand).

Or, notre capacité d'exportation ne dépend pas uniquement de la formation des prix. Dans l'examen du présent budget, il importe donc de concentrer l'attention sur les questions suivantes, les autres aspects de notre situation compétitive étant de la compétence d'autres départements:

1) Un regroupement inquiétant de notre commerce extérieur dans les pays de la Communauté Economique Européenne a été constaté; il est nécessaire d'exporter davantage dans les pays membres de l'Association Européenne de Libre Echange.

Mais également:

a) des initiatives doivent être prises afin de relancer le niveau de notre commerce avec les pays de l'Est;

b) en dehors de l'Europe, plus de souci doit être accordé au « follow up », après l'envoi des missions et participations aux foires et expositions dans le monde.

2) Au sujet des conditions actuelles de financement de nos exportations, il est nécessaire de prendre des initiatives dans le sens d'une politique de crédit, notamment à moyen terme. Le sentiment prévaut en effet que nous ne sommes pas à l'avant-garde dans ce domaine comparativement à beaucoup de pays voisins.

3) L'activité des organisations internationales dont l'action contribue à l'extension des relations commerciales doit faire l'objet d'un plus grand intérêt.

4) La représentation commerciale belge à l'étranger doit être renforcée suivant des formules modernes, adaptées aux circonstances politiques et géographiques.

Ces préoccupations - qui ont été celles de tous les membres de la Commission du commerce extérieur - font l'objet de la plus grande partie du présent rapport.

• • •

Le tableau de nos exportations indique la croissance constante de nos ventes. Mais cette augmentation globale et quantitative masque des déficiences et des faiblesses. La Commission a marqué unanimement sa volonté de collaborer plus activement à l'action gouvernementale. Celle-ci devrait, dans les mois et les années qui viennent, être caractérisée par plus de dynamisme encore. Notre pays doit fournir un effort considérable s'il veut préserver et augmenter sa capacité concurrentielle lorsque le marché belge sera devenu une partie d'un marché plus large (voir annexes I à IV).

• • •

SOMMAIRE.

Pages

I. Situation de notre Commerce Extérieur	3
L Accords COMMERCIAUX en cours	5
3. Les missions commerciales belges	5
1. Le programme de participation aux foires et expositions en 1966	8
5. Le Fonds du Commerce Extérieur	10
6. L'intérêt des organismes financiers internationaux pour l'expansion commerciale	11
7. L'Union de Berne et la question de la durée des crédits	14

INHOUD,

Blz.

I. Toestand van onze buitenlandse handel	3
2. Van kracht zijnde handelsovereenkomsten	5
3. Belgische handelsmissies	5
.1. Programma van declineming "aan jaarbeurzen... en tentoonstellingen in het buitenland voor het jaar 1966"	11
5. Het Fonds voor de Buitenlandse Handel	la
(6). Behartiging van de internationale financiële instelling voor de expansie van het handelsverkeer	11
7. De Unie van Bern en het vraagstuk van de looptijd der kredietleningen	14

	Pages	Blz.
8. Effort ~ fournir dans les pays de l'Est...	16	16
9. Action régionale d'information de l'O. B. C. E. (1) en Belgique [bureaux provinciaux]	20	20
10. Informations sur la zone de libre échange et le Kennedy-Rolland	22	22
11. Questions posées par les membres de la commission et réponses du Ministre-Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement et au Commerce Extérieur..	23	
12. Vote;	28	28

I. annexes :

- I II IV: Evolution des exportations de l'U. P. B. L. avec tableaux de la répartition géographique et par secteur.
 V : Crédits de préfinancement.
 VI: glance géographique des paiements de l'U. E. B. L. en 1964 avec le Congo, le Rwanda et le Burundi.

I. Situation de notre commerce extérieur.**I. Analyse comparée des importations et des exportations.**

Par rapport à la période correspondante de 1964, les exportations des dix premiers mois de 1965 de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise accusent un accroissement de 13 %. Pour ce qui concerne les importations, l'augmentation n'a été que de 5,8 %.

Le rythme annuel d'accroissement des exportations observé pour la période considérée reste donc assez proche de celui réalisé l'année précédente pour la même période et qui était de 15,1 %. Par contre, en matière d'importations, le rythme d'accroissement accuse un ralentissement très marqué par rapport à la progression particulièrement rapide qui s'était développée depuis plusieurs années et qui, pour 1964, s'élevait à 15,5 %.

En raison de ce comportement très différent, le solde de notre balance commerciale présente une physionomie complètement bouleversée. Alors que les dix premiers mois de 1961 se soldaient par un déficit de 14,6 milliards, en 1965, pour la même période, notre balance commerciale présente un boni de 1,3 milliard.

Ce résultat est fort exceptionnel pour une économie de transformation comme la nôtre, puisque le surplus commercial ne résulte pas d'une progression particulièrement rapide du rythme de nos exportations (il a peu varié d'une année à l'autre) mais provient d'un ralentissement très sensible dans l'accroissement de nos importations (5,8 % contre 15,5 %).

En résumé, nos exportations se sont maintenues à un niveau élevé, grâce notamment à une demande très soutenue en Allemagne. D'autre part, l'intense activité économique que la Belgique connaît en 1964 s'est quelque peu tassée durant la première moitié de 1965. Il en est résulté un plafonnement des investissements et un ralentissement de la production. Un phénomène de déstockage s'est développé au cours du premier semestre 1965. Ces divers facteurs ont entraîné une demande de consommation soutenue, une stagnation relative de nos importations.

Il n'y a donc pas lieu de nous réjouir sans réserve du solde positif de notre balance commerciale. D'abord, si l'activité économique devait retrouver les rythmes d'expansion que la Belgique connaissait en 1964, le surplus commercial se résorberait rapidement par suite de la reprise des importations. Ensuite, un léger déficit de la balance commerciale n'est pas nécessairement mauvais pour un pays qui possède notre structure de production, dans la mesure où il s'agit d'importer de l'équipement, des matières

8. Wat in de Oostern-ope landen duur te worden ued"dn	16
9. Regionale activiteiten van de B. D. B. H. (1) in België (provinciale kantoren)	20
10. Inlichtingen hetreffende de vrijhandelszone en de Kennedy-ronde	22
II. Vragen van de leden en antwoorden van de Minister-Staatssecretaris voor Ontwikkelings samenwerking en Buitenlandse Handel	23
12. Sternminingen	28

Dijagen:

- I tot IV: Lijstvoerontwikkeling van de B. L. E. LI. met tabellen over de geografische spreiding en per sectoren.
 V : Prestaties en opbrengsten van de buitenlandse handel.
 VI : Geografische betalingsbalans van de B. L. E. U. in 1964 met Congo, Rwanda en Burundi.

1. T oestand van onze buitenlandse handel.**1. Vergelijkende analyse van import en uitvoer.**

Voor de eerste tien maanden van 1965 geeft de uitvoer van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie een verhoging te zien van 13 % ten opzichte van de overeenstemmende periode van 1961. Voor de invoer bereikt die verhoging slechts 5,8 %.

Het voor de betrokken periode geconstateerde jaarlijkse aangroei percentage van onze uitvoer benadert dus het cijfer van vorig jaar, d.i. 15,1 %. Voor de invoer echter valt een merkelijke vertraging in het aangroeitempo waar te nemen ten opzichte van de bijzonder snelle vooruitgang tijdens de jongste jaren, die in 1964 15,5 % bereikte.

Ingevolge die verschuiving vertoont het saldo van onze handelsbalans een volkomen gewijzigd beeld. Voor de eerste 10maanden van 1965 vertoont dat saldo immers een boni van 1,3 miljard, terwijl er voor de overeenstemmende periode van 1964 een tekort van 1,6 miljard was.

Een derde belangrijke verschuiving is zeer uitzonderlijk voor een verwerkende economie zoals de onze, aangezien het boni op de handelsbalans niet het gevolg is van een bijzonder snelle stijging van het ritme van onze uitvoer (die nog onveranderd is gebleven gedurende de twee betrokken jaren), maar van een aanmerkelijk vertraagde aangroei van onze invoer (5,8 % tegenover 15,5 %).

Bondig samenvatting heelt onze uitvoer zich op een hoge niveau gehandhaafd, met name dank zij een onverminderde vraag van Duitsland. Bovendien is de intense economische activiteit die het jaar 1964 in ons land kenmerkte, in de eerste helft van 1965 enigszins geluw. De investeringen handhaafden zich op hetzelfde peil en de productie ging op een langzamer ritme draaien. In het eerste semester van 1965 daalden de voorraden. Mede dank zij die verschillende factoren kende onze import een relatieve stilstand ondanks een onverminderde vraag naar verbruiksgoederen.

Er is dus geen reden om ons en voorwaardelijk te verheugen in het batige saldo van onze handelsbalans. Vooral omdat het boni spoedig zou kunnen verdwijnen, mocht de economische activiteit opnieuw het expansieritme kermen van 1964 en de import derhalve opnieuw toenemen. En voorts omdat een klein tekort op de goederenbalans niet noodzakelijk nadelig is voor een land met een prallende industrie als het onze, voor zover de import kapitaalgoederen, grondstoffen of te verwerken en produkten betreft. Hielen-

(1) O. T. C. E. Chiffres tirés de la Commission extérieure.

(1) B. D. B. H. : Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel.

les premières ou des produits à transformer. Ce qui importe en fin de compte, c'est l'équilibre de la balance des paiements et non celui de la balance commerciale.

2. Quelques tendances fondamentales de nos exportations,

a) Vers les pays industrialisés.

Les exportations vers les pays industrialisés continuent à représenter le plus clair de nos exportations totales (88,52 %) durant les dix premiers mois de 19M: et 88,57 % en 1965). Parmi ce groupe de pays, nos partenaires de la C. E. E. ont absorbé 61,79 % -- contre 62,22 % en 19M ~ de nos exportations totales. Par ailleurs, la part relative de nos exportations vers l'A. E. L. E. s'est réduite dans une proportion également minime: 12,29 % contre 12,54 %'

b) Vers les pays en voie de développement.

Un phénomène identique à celui qui est relevé pour la C. E. E. et l'A. E. L. E. se passe ici : nos exportations vers l'ensemble des pays en voie de développement ont progressé un peu moins rapidement que l'ensemble de nos exportations. De ce fait, la part relative de ces pays dans le total diminue faiblement: 9,20 % contre 9,36 % en 1964. (En 1950, nos exportations vers les pays en voie de développement s'élevaient à 19,6 % de l'ensemble de nos exportations.)

c) VHS les pays d'Europe Orientale.

La part de nos exportations vers ces pays s'est accrue quelque peu : 1,46 % contre 1,43 %, grâce à un taux d'accroissement supérieur au taux moyen (15,1 % contre 13,1 %). Cette accélération provient d'une augmentation de nos livraisons à trois pays de ce groupe : U. R. S. S. (+ 35 %), Allemagne Orientale (+ 56 %), Tchécoslovaquie (+ 21,4 %), alors que nos expéditions vers les autres pays de l'Est ont connu une contraction sensible.

En résumé, ce sont nos exportations vers l'Espagne, les pays de l'Est, l'Amérique du Nord et l'Afrique qui nous permettent de dépasser le taux d'accroissement annuel réalisé vers nos partenaires de la C. E. E. (taux vers la C. E. E. : 12,5 %, taux moyen: 13,1 %). Cependant, à l'intérieur du Marché Commun, nous enregistrons un net progrès vers l'Allemagne, ce qui eut une influence très marquée sur notre rythme de production. D'autre part, malgré la surtaxe anglaise, nous avons réussi à augmenter de 8,2 % nos exportations vers la Grande-Bretagne.

3. Importations.

L'origine de nos importations ne s'est guère fondamentalement modifiée. Tout au plus pouvons-nous remarquer que la part relative des pays de la C. E. E. s'est accrue modérément : 54,7 % contre 53,4 %,

Nos importations en provenance de l'A. E. L. E., des LT. S. A. et du Canada n'augmentent que faiblement. Celles venant des pays de l'Est, d'Amérique Latine, d'Océanie et du Congo diminuent. Par contre, nos achats au Japon et l'Afrique du Sud enregistrent, en pourcentage, une hausse spectaculaire,

delijk gaat het el' orn de h-talingsbalans, niet de hande ls-balans sluitend te maken.

2. Enkelke fundamentele tendensen valt onze uitvoer,

a) Litvoer naar de industrieën

De export naar de industrielanden vormt nog steeds de hoofdbrok van onze totale uitvoer (88,52 % tijdens de eerst 10 maanden van 1964 en 88,57 % in 1965). Onder die landen hebben onze partners in de E. E. G. 61,79 % van onze totale uitvoer, tegenover 62,22 % in 1964, opgenomen. Anderzijds is het relatieve aandeel van de E. V. A. in cuze export slechts in zeer geringe mate toegenomen : 12,29 % tegenover 12,54 %'

b) Litvoer naar de ontwikkelingslanden,

Hier doet zich een zelfde verschijnsel voor als met betrekking tot de E. E. G. en de E. V. A. : onze export naar de verschillende ontwikkelingslanden groeit iets minder snel aan dan onze gehele uitvoer. Derhalve is het relatieve aandeel van die landen in het geheel van onze uitvoer lichtjes gedaald: 9,20% tegenover 9,36% in 1964. (In 1950 bedroeg onze export naar de ontwikkelingslanden 19,6 % van onze totale uitvoer.)

c) Litvoer ruur de Oosteuropese landen,

Het aandeel van die landen in onze export is een weinig toegenomen: 1,46 % tegenover 1,43 %, dank zij een stijgingspercentage dat hoger ligt dan het gemiddelde (15,1 % tegenover 13,1 %). Die aangroei is een gevolg van het oplopen van onze leveringen aan drie tot die woep behorende landen: de LT. S. S. R. (+ 35 %), Oost-Duitsland (+ 56 %) en Tsjechoslowakije (+ 21,4 %), terwijl onze verzendingen naar de andere oostelijke landen aanzienlijk verminderen,

Bondig samengevat wordt hier jaarlijks stijgingspercentage van onze export naar onze partners in de E. E. G. slechts verbeterd door onze export naar Spanje, de Oosteuropese, de Noordamerikaanse en de Afrikaanse landen (stijgingspercentage van de uitvoer naar de E.E.G.: 12,5 %; gemiddeld stijgingspercentage : 13,1 %). Binnen de Gemeenschappelijke Markt echter stijgt het aandeel van Duitsland in onze export aanzienlijk, wat het ritme van onze productie gevoelig heeft beïnvloed. Bovendien zijn wij erin geslaagd onze export naar Groot-Brittannië met 8,2 % te doen toenemen ondanks de superbelasting die door dit land op de invoer wordt geheven.

3. Invoer,

De herkomst van onze import heeft geen grondige wijzigingen ondergaan. Al met al kon worden opgemerkt dat het relatieve aandeel van de E. E. G.-landen in beperkte mate is toegenomen : 54,7 % tegenover 53,4 %'

Onze invoer uit de E. V. A.-landen, de U. S. A. en Canada stijgt lichtjes; die uit de oostelijke landen, Latijns-Amerika, Occanië en Congo daalt. Onze aankopen in Japan en Zuid-Afrika stijgen daartegen zeer aanzienlijk.

4. Répartition structurelle de notre commerce.

Pour 1964, nos exportations de métaux communs et de produits textiles constituaient près de 45 % du total. Durant la même année, nos ventes de biens d'équipement n'ont représenté que 13,49 %.

Comme ce dernier type d'exportations est devenu une sorte d'éalon sur lequel on mesure l'adaptation des nations industrialisées aux conditions futures du commerce international, la faiblesse évidente de nos performances dans ce domaine méritait d'être analysée d'une façon plus détaillée. Nos résultats, dans ce domaine, comparés à ceux d'autres nations industrialisées sont indiqués dans le tableau II à la fin du rapport.

Pour apprécier ces chiffres d'une manière concrète, il faut évidemment tenir compte du fait que tous ces pays disposent d'un marché intérieur important et que seuls, les Pays-Bas peuvent nous être comparés pour ce qui est de la part du produit national brut représentée par les exportations (environ 40 % pour la Belgique).

Toujours est-il que quatre pays sur neuf, à savoir les Etats-Unis, la République Fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Suisse, exportent des biens d'équipement dans une proportion très élevée et relativement stable : la part de ces exportations, depuis 1960, représente environ 30 %, avec des maxima observés autour de 1962 et qui sont d'origine conjoncturelle.

Dans quatre autres pays, à savoir la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique, la part des exportations de biens d'équipement est aujourd'hui beaucoup plus élevée qu'en 1960, mais reste très inférieure au taux de 30 % constaté dans l'autre groupe.

Vis-à-vis de l'ensemble des neuf pays considérés, la proportion des biens d'équipement exportés par la Belgique en 1964 s'est accrue de 36 % par rapport à 1960 (13,49 % contre 9,30 %), soit le rythme d'accroissement le plus élevé. Cependant, le niveau record que nous avons atteint en 1964 teste malgré tout très inférieur au niveau le plus bas observé depuis 1960 dans les huit autres pays.

Ces résultats médiocres constituent une indication de plus du fait que nous devons entreprendre une action vigoureuse en vue de modifier la structure de notre production et partant, de nos exportations.

2. Accords commerciaux en cours.

A la date de publication du présent rapport des accords avec les pays suivants sont en vigueur (ou sur le point d'être renouvelés) :

Japon, Israël, Maroc, Tunisie, Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Espagne, Honduras, Autriche, Grèce, Suisse, Portugal, Royaume-Uni, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie.

3. Les missions commerciales belges.

Il a paru intéressant de se rendre compte de l'effort accompli au cours des cinq dernières années par les gouvernements et l'Office belge du Commerce extérieur, en ce qui concerne nos missions commerciales à l'étranger. Les renseignements ci-après sont complétés par des indications relatives au « Follow-up » de ces initiatives.

1961,
Pologne.

Délégations d'hommes d'affaires belges à la Foire de Poznan.

4. Structuurrederedeling uen ons handelsverkeer.

In 1964 vormde de ondernemingen en de textielproducten 15 % van onze totale uitvoer. Tijdens hetzelfde jaar vertegenwoordigden de door ons land verkochte kapitaalgoederen slechts 13,49 % van onze uitvoer.

Daar dit laatste soort export, als het ware een maatstaf geworden is van de aanpassingsmogelijkheden van de industrielanden aan de toekomstige internationale handelsvoorraarden worden gemeten, verdient de ongetwijfeld zwakke positie van ons land op dit gebied een zorgvuldig onderzoek. De uitkomsten ter zake worden in de op het einde van dit verslag afgedrukte tabel II vergeleken met die van andere industrielanden.

Om die cijfers juist te beoordelen, moet er natuurlijk meegerekend te worden dat al die landen een grote binnenlandse markt hebben en dat alleen een vergelijking met Nederland opgaat, wat betreft het aandeel dat de uitvoer vertegenwoordigt in het bruto nationaalproduct (voor België nog enigszins 40 %).

In ieder geval zijn er van de negen landen vier, met name de Verenigde Staten, de Duitse Bondsrepubliek, Groot-Brittannië en Zuid-Afrika, waarvan de export aan kapitaalgoederen in verhouding zeer hoog ligt en bovendien relatief stabiel blijkt te zijn : sedert 1960 behoort het aandeel van die export ongeveer 30 %, met een hoogtepunt vanconjunctureel aard omstreeks het jaar 1962.

In vier landen, met name Groot-Brittannië, Italië, Nederland en België, ligt het aandeel van de kapitaalgoederen in de export thans veel hoger dan in 1960, maar blijft niettemin ver beneden het percentage van 30 % dat in de andere groep is geconstateerd.

Ten opzichte van de negen beschouwde landen is het aandeel van de kapitaalgoederen in de export van ons land in het jaar 1964 met 36 % toegenomen in vergelijking met 1960 (13,49 % tegenover 9,30 %); dit is trouwens het hoogste stijgingspercentage. Desondanks blijft het door ons in 1964 bereikte hoogtepunt nog ver beneden het laagste peil dat sedert 1960 in de acht landen is geconstateerd.

Dit magere resultaat is een aanwijzing te meer dat wij een krachtige actie dienen te voeren om de structuur van onze productie, en derhalve van onze uitvoer, te wijzigen.

2. Van kracht zijnde handelsovereenkomsten,

Bij het verschijnen van dit verslag zijn er overeenkomsten met de volgende landen van kracht (of op het punt hernieuwd te worden) :

Japan, Israël, Marokko, Tunisie, Zweden, Noorwegen, Finland, Denemarken, Spanje, Honduras, Oostenrijk, Griekenland, Zwitserland, Portugal, Verenigd Koninkrijk, Roemenië, Bulgarije, Joegoslavië.

3. Belgische handelsmissies.

Het lijkt ons interessant even na te gaan wat de Regeeringen en de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel de jongste vijf jaren hebben gedaan voor onze handelsmissies in het huiterland. De hierna volgende inlichtingen worden aangevuld met gegevens over de « follow-up » van die initiatieven.

1961.
Polen.

Afvaardiging van Belgische zaken lui op de jaarmarkt te Poznan.

1962.

Japon - Hong Kong - Singapour et Féderatif Malaisie.

Objectifs: Mission de prospection de marchés de 22 représentants industriels et bancaires, entreprise dans le but de bénéficier des perspectives de libéralisation du commerce extérieur du Japon et de prendre connaissance des politiques d'industrialisation à Hong Kong, Singapour et en Malaisie.

Résultats et follow-up: Dans le domaine du financement des exportations, les délégués des banques belges, membres de la mission, ont mené des négociations avec des banques japonaises et malaises. Ces négociations ont abouti à la signature d'un accord de cadre.

D'autre part, les contacts avec des hommes d'affaires des pays visités ont conduit à la conclusion de contrats de vente.

Certains membres se sont préoccupés des problèmes de collaboration industrielle et des investissements.

La mission a été suivie de la visite en Belgique de nombreux hommes d'affaires du Japon et de Hong Kong.

1963.

Amérique du Nord.

Objectifs: Mission restreinte aux Etats-Unis et au Canada.

Follow-up: Publication des rapports présentés au cours des conférences qui ont eu lieu à l'occasion de la mission.

Amérique Centrale.

Mission d'information de l'O. B. C. E. et de FABRIMETAL entreprise pour étudier les causes de détérioration de la position belge en Amérique Centrale depuis 1956 ainsi que pour déterminer les nouvelles possibilités offertes dans le domaine de l'industrialisation et des investissements par la création d'un marché unique centro-américain.

Résultats: Si le plan pratique, la mission a conduit au renforcement du dispositif d'expansion commerciale belge en Amérique Centrale ainsi qu'à une meilleure connaissance de la façon de pénétrer sur ces marchés.

Espagne.

Objectifs: Mission restreinte pour préparer le terrain en vue d'une mission industrielle et commerciale, comptant 52 participants, qui a séjourné en Espagne en 1964.

Follow-up: Invitation en Belgique de délégués du Banco de Fomento en vue de contacts avec les milieux spécialisés du secteur nucléaire.

→ Création d'un Comité de liaison Valence-Belgique pour promouvoir les échanges.

→ Renforcement de la prospection du marché espagnol par certaines firmes importantes, ce qui a conduit à la création de filiales sur place.

1962.

Japon - Hong Kong - Singapour et Féderatif Malaisie.

Doel: marktverkenningsopdracht van 22 vertegenwoordigers van de nijverheid en het bankwezen, met als doel voordeel te halen uit de perspectieven van liberalisatie van de Japanse buitenlandse handel en de industrialisatiepolitiek in Honk-Kong, Singapore en Maleisië te leren kennen.

Resultaten en follow-up: Inzake de financiering van de uitvoer hebben de afgevaardigden van de Belgische banken, die van de missie deel uitmaakten, onderhandelingen gevoerd met de Japanse en Maleisische banken. Die onderhandelingen hebben geleid tot de ondertekening van een basisovereenkomst.

Anderzijds hebben de contacten met zakenlui van de bezochte landen geleid tot het sluiten van verkoopcontracten.

Sommige leden hebben zich beziggehouden met de vraagstukken van de samenwerking op industrieel gebied en met de investeringen.

Na afloop van de missie brachten talrijke zakenvluchten uit Japan en Hong-Kong een bezoek aan België.

1963.

Noord-Amerika.

Doel: Beperkte missie naar de Verenigde Staten en Canada.

Follow-up: Publicatie van de verslagen die voorgedragen werden tijdens de conferenties welke ter gelegenheid van de zending plaatsvonden.

Centraal-Amerika.

Informatieopdracht van de B. D. B. H. en van FABRIMETAL om de oorzaken der aftakeling van de Belgische positie in Centraal-Amerika sinds 1956 te bestuderen en om na te gaan welke nieuwe mogelijkheden op het gebied van de industrialisatie en de investeringen geboden worden door de oprichting van een gemeenschappelijke Centraal-Amerikaanse markt.

Resultaten: Als praktische resultaten heeft de missie blijkbaar dat de basis voor de Belgische economische expansie in Centraal-Amerika is versterkt en dat een betere kennis is verworven van de manier om op die markten door te dringen.

Spanje.

Doel: Beperkte missie ter voorbereiding van het terrein voor een handels- en rijverheidsmisie van 52 leden die in 1964 in Spanje verblijven.

Follow-up: Afwezigheid van de Banco de Fomento waarschijnlijk uitgenodigd met oog op contacten met de gespecialiseerde milieus op het gebied der kernenergie.

→ Oprichting van een verbindingscomité Valencia-België ter bevordering van het handelsverkeer.

→ Initiële vergadering van de prospectie van de SpéHIIISemarkt door sondergelijke mensen, wat geleid heeft tot de oprichting van Hialen (er plaatse).

1961.

Royaume-Uni.

Mission commerciale et économique de représentants du secteur privé.

Follow-up : 1. La Fédération des Industries Agricoles et Alimentaires a groupé des membres qui ont exposé leurs produits à Londres. En même temps avait lieu à Londres une quinzaine de promotion de ventes pour les mêmes produits.

2. La Fédération de l'Industrie textile belge a mis en présence à Londres et à Manchester des fabricants belges de produits textiles avec des acheteurs britanniques spécialisés.

3. Une journée du port d'Anvers s'est déroulée à Londres.

4. FABRIMETAL a organisé en 1965, un voyage collectif d'industriels belges en Grande-Bretagne en vue d'y rencontrer les « crown agents » et les « Export Houses ».

Maroc.

Visite de représentants des milieux industriels, bancaires et des bureaux d'études.

Résultats : Certains éléments précis ont pu être recueillis sur les projets d'investissement envisagés par le Maroc, notamment dans le cadre de l'aide allouée par les organismes financiers internationaux. Une étude préliminaire relative à l'implantation d'industries chimiques (traitement des phosphates) et à la création d'unités de conditionnement des fruits, des légumes et des agrumes marocains a été établie par des bureaux belges.

Hongrie.

Objectifs: Mission effectuée dans le but d'étudier les possibilités de vente de biens d'équipement.

Follow-up : Une mission économique hongroise a séjourné récemment dans notre pays pour renouer les contacts établis en 1964, intensifier les échanges et établir un accord de coopération tecchnique.

1965.

Pologne.

Mission économique entreprise en vue de reprendre les contacts amorcés lors de la visite en Belgique début 1965 d'une mission polonaise.

Les entretiens ont porté sur le développement des échanges commerciaux plus particulièrement dans le cadre d'une étroite collaboration économique, technique et industrielle.

Signature d'un accord de coopération économique, industrielle et technique.

Cette année-ci une mission économique polonaise établit des possibilités de coopération technique.

Suède-Danemark.

Journée de participants du secteur privé.

Folio/HP: 1. FEBELTEX a organisé des journées de contact à Copenhague, à Göteborg et à Stockholm.

2. A l'heure actuelle, en collaboration avec plusieurs organismes suédois diverses actions sont entamées, dont les objectifs sont pour la Suède :

negociations d'industries belges avec des firmes suédoises d'importation ou de représentation;

1964.

Verenigd Koninkrijk.

Handels- en economische missie van vertegenwoordigers van de privésector.

Follow-up : 1. Het Verbond der Landbouw- en Voedingsnijverheden heeft leden gegroepeerd die hun producten te Manchester tentoongesteld hebben. Terzelfder tijd werd te Londen een veertiendaagse propaganda gevoerd ter bevordering van de verkoop van dezelfde producten.

2. Het Verbond der Belgische Textielnijverheid heeft te Londen en te Manchester Belgische textielfabrikanten in contact gebracht met gespecialiseerde Britse kopers.

3. Te Londen werd een dag van de Antwerpse haven georganiseerd.

4. FABRIMETAL heeft in 1965 een groepsreis van Belgische industrielen naar Groot-Brittannië georganiseerd ten einde er de « crown agents » en de « Export Houses » te ontmoeten.

Marokko.

Bezoek van vertegenwoordigers van de industrie, het bankwezen en studiebureaus.

Resultaten: Enkele nauwkeurige gegevens konden bekomen worden over de investeringsplannen die Marokko, met name in het raam van de door internationale Financiële instellingen verleende hulp, overweegt. Door de Belgische bureaus werd een voorstudie opgesteld voor de vestiging van chemische nijverheden (bewerking van fosfaat) en de oprichting van bedrijven voor verpakking van Marokkaanse vruchten, groenten en citrusfruit.

Hongarije.

Doel: Missie ter bestudering van de mogelijkheden tot verkoop van outillage.

Follow-up: Een Hongaarse economische missie verblijft onlangs in ons land om het in 1964 gelegde contact wederop te nemen, het handelsverkeer te intensiveren en een akkoord inzake technische samenwerking op te stellen.

1965.

Polen.

Economische missie met als doel het herstellen van de contacten die begin 1965 aangeknoopt werden tijdens het bezock van de Poolse missie aan België.

De besprekingen hadden betrekking op een uitbreiding van het handelsverkeer, meer speciaal binnen het raam van een nauwe economische, technische en industriële samenwerking.

Ondertekening van een overeenkomst voor economische, industriële en technische samenwerking.

Dit jaar opent een Poolse economische missie mogelijkheden voor technische samenwerking.

Zweden-Denemarken.

Missie met deelnemers uit de privésector.

Follow-up: FEBELTEX organiseerde contactdaagen te Kopenhagen, Göteborg en Stockholm,

2. Op dit ogenblik zijn, in samenwerking met verschillende Zweedse instellingen, diverse acties op touw gezet, waarvan de doeleinden, wat Zweden betreft, de volgende zijn:

a) het aanknopen van betrekkingen tussen Belgische industrien en Zweedse importhuizen of commissies aken;

- b) fourniture de pièces et travaux en sous-traitance;
 c) collaboration technique et commerciale entre industriels belges et suédois.

Tchécoslovaquie.

Objectifs : Mission économique belge s'inscrivant dans le cadre d'une série d'initiatives tendant à arriver à une intensification des échanges commerciaux ainsi qu'à un développement de la collaboration technique et scientifique entre les deux pays.

Follow-up : Signature d'un accord de collaboration technique et scientifique pouvant porter à la fois sur l'échange de brevets, licences, know how, la livraison à des marchés tiers d'installations dans les secteurs des machines outils, des aciers spéciaux et du matériel pour l'industrie chimique ainsi que l'établissement d'un programme de recherche en commun dans les domaines à spécifier.

Création d'un Comité de rapprochement belgo-tchécoslovaque, suivi d'un séjour en Belgique d'une délégation économique tchécoslovaque.

La désignation d'un agent de liaison pour trois pays est européenne, à savoir la Pologne, la Tchécoslovaquie, et la Hongrie est incessamment attendue.

Une délégation belge comportant les membres du Comité de rapprochement belgo-tchécoslovaque, se rendra bientôt en Tchécoslovaquie.

Bulgarie.

Mission effectuée dans le but de poursuivre les entretiens entamés dans le cadre de la mission bulgare qui s'était rendue en Belgique en 1965.

Pérou.

Objectifs : Mission organisée à l'occasion de la Foire Internationale du Pacifique à Lima. Cette initiative allaitée par avec l'invitation à Lima des personnalités en provenance d'autres pays latins-américains où appartenant à des organismes internationaux.

Follow-up : Le séjour de la mission a permis de dégager certaines conclusions en ce qui concerne la politique de vente à suivre pour la fourniture de biens d'équipement en Amérique Latine, au Pérou plus particulièrement.

D'autres conclusions ont pu être faites notamment en matière d'investissements (« joint ventures ») et de l'assistance technique. L'expérience de Lima a permis dans une opération de grande envergure, d'établir un trait d'union entre l'assistance technique et l'expansion commerciale. Le programme des invitations a conduit à l'établissement de contacts avec des personnalités s'occupant de la programmation du développement en Colombie, au Chili et en Argentine.

4. Programme de participation aux foires et expositions à l'étranger pour l'année 1966

(foires à caractère général, à l'exclusion donc des foires à caractère spécialisé).

Europe.

— Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg 26/5- 5/6

- b) levering van stukken en werken in onderaanneming.
 c) sernenwerkinq op technisch en commercieel gebied tussen Belgische en Zweedse industriel.

Tsjeekoslovaquie.

Doel: Belgische economische missie in het raarn van een reeks initiatieven tot intensivering van het handelseverkeer en tot uitbreiding van de technische en wetenschappelijke samenwerking tussen beide landen.

Follow-up : Ondertekening van een overeenkomst van technische en wetenschappelijke samenwerking die zowel betrekking kan hebben op de uitwisseling van brevetten, vergunningen, know how, de levering aan derde markten van installaties in de sectoren gereedschapsmachines, speciaal staal en materiaal voor technische nijverheid, als op het vaststellen van een programma voor gemeenschappelijk onderzoek op nader te bepalen gebieden.

Oprichting van een Comité voor Belgisch-Tsjechoslovakse toenadering, gevolgd door het verblijf in België van een Tsjechoslovakse economische afvaardiging.

Eerstdaags wordt de aanwijzing verwacht van een verbindingspersoon voor drie Oosteuropese landen : Poleu, Tsjechoslovakije en Hongarije.

Een Belgische afvaardiging, van welke leden van het Comit(> voor Belgisch-Tsjechoslovakse toenadering) deel zullen uitmaken, zal zich eerlang naar Tsjechoslovakije begeven.

Bulgarije.

Missie met als doel de voortzetting van de besprekinen waarrnee een aanvang werd gemaakt in het raarn van de Bulgaarse missie die in 1965 in België verbleef.

Peru.

Doel: Missie ter gelegenheid van de Internationale jaarbeurs van de Stille Oceaan in Lima. Teqelijktijd werden naar Lima prominenten uit andere Latijnsamerikaanse landen of van internationale instellingen naar Lima uitgenodigd.

Follow-up : Ingevolge het verblijf vande missie was het mogelijk bepaalde besluiten te trekken betreffende de politiek die moer gevuld worden inzake verkoop van outillage in Latijns Amerika en meer bepaald in Peru.

Er konden nog andere besluiten getrokken worden, met name inzake investeringen (« joint ventures ») en technische bijstand. Dank zij de in Lima opgedane ervaring werd het mogelijk in een grootscheepse operatie de technische bijstand aan handelsexpansie te koppelen. Dank zij de uitnodiqingen konden contacten worden gelegd met personen die zich bezighouden met de programmatie van de ontwikkeling in Columbia, Chili en Argentinië.

4. Programma van deelneming aan jaarbeurzen en tentoonstellingen in het buitenland voor het jaar 1966.

(Jaarbeurzen op algemeen gebied met uitsluiting dus van de jaarbeurzen cu op gespecialiseerde gebieden).

Europa.

— Grootliertoqdom Luxemburg.

Luxemburg 26/5-- 5/6

.....France.

Lyon	... ... ... ... ...	26/3-	1/4
Marseille	... ... ... ... ...	22/9-	3/10
Strasbourg	... ... ... ... ...	1/9-12/9	
Bordeaux	... ... ... ... ...	16/6-27/6	

— Italie.

Milan	... ... ... ... ...	14/4-25/4	
Bari	"	7/9-20/9	
Padoue	... ... ... ... ...	31/5-13/6	
Naples	... ... ... ... ...	27/6-13/7	
Cagliari	... ... ... ... ...	12/3-27/3	

— Rep. Fédérale d'Allemagne.

Hanovre	... ... ... ... ...	30/4-	8/5
Berlin	Foire Internationale	21/9-	2/10

.....Autriche.

Vienne	11/9-18/9	
--------	---------	-----------	--

— Finlande.

Helsinki	15/9-25/9	
----------	---------------------	-----------	--

.....Suède.

Stockholm	5 ^e Foire Technique	28/9-	4/10
-----------	--------------------------------	-------	------

.....Bulgarie.

Plovdiv	18/9-	2/10
---------	---------------------	-------	------

— Grèce.

Salonique	4/9-25/9	
-----------	---------------------	----------	--

— Pologne.

Poznan	12/6-26/6	
--------	---------	-----------	--

.....Hongrie.

Budapest	20/5-30/5	
----------	---------------------	-----------	--

— Allemagne de l'Est.

Leipzig	6/3-15/3	
---------	---------------------	----------	--

Asie.

— Syrie.

Damas	"	"	25/8-25/9
-------	---------------------	---	---	-----------

— Turquie.

Izmir	20/8-20/9	
-------	---------	-----------	--

— Israël.

Tel Aviv "	"	"	21/6- 9/7
----------	-----------	---	---	-----------

.....Japon.

Himeji	3/4-	4/6
--------	---------	------	-----

.....Fienkriik.

Lyon	... ... ... ... ...	26/3-	4/1
Marseille	... ... ... ... ...	22/9-	3/10
Straßburg	... ... ... ... ...	1/9-12/9	
Bordeaux	... ... ... ... ...	16/6-27/6	

.....Italië.

Milaan	... ... ... ... ...	14/4-25/4	
Bari	...	7/9-20/9	
Padua	... ... ... ... ...	31/5-13/6	
Napels	... ... ... ... ...	27/6-13/7	
Cagliari	... ... ... ... ...	12/3-27/3	

— Duitse Bondsrepubliek.

Hannover	... ... ... ... ...	30/4-	8/5
Berlijn, Internationale	[aarbeurs]	21/9-	2/10

— Oostenrijk.

Wenen	11/9-18/9	
-------	---------------------	-----------	--

— Finland.

Helsinki	15/9-25/9	
----------	---------------------	-----------	--

.....Zweden.

Stockholm, 5 ^e Technische Jaarbeurs...	28/9-	4/10	
---	-------	------	--

.....Bulgarije.

Plovdiv	... ... ... ... ...	18/9-	2/10
Griekenland.			
Saloniki	... ... ... ... ...	4/9-25/9	

.....Polen.

Poznan	12/6-26/6	
--------	---------------------	-----------	--

— Hongarije.

Boedapest	20/5-30/5	
-----------	---------------------	-----------	--

— Oost-Duitsland.

Leipzig	6-15/3	
---------	---------------------	--------	--

Azië.

— Syrië.

Damascus	25/8-25/9	
----------	---------------------	-----------	--

— Turkije.

Izmir	20/8~20/9	
-------	---------------------	-----------	--

— Israël.

Tel Aviv	21/6~ 9/7	
----------	---------------------	-----------	--

— Japan.

Himeji	3/4- 4/6	
--------	---------------------	----------	--

<i>Afrique.</i>		<i>Afrika.</i>
Tunisie	... ... ... ... ... ... ... ...	27/5-12/6
— République Sud-Africaine.		
Johannesburg	... ... ... ... ... ...	29/3-11/4
<i>Amérique.</i>		<i>Amerika.</i>
— Canada.		
Edmonton - N. W. Trade Fair	... ... ...	2/5- 7/5
<i>Océanie.</i>		<i>Oceanië.</i>
— Australie.		
Melbourne	... ... ... ... ...	2/3-19/3

5. Interventions financières
du Fonds du Commerce Extérieur
en vue d'assister les efforts de pénétration commerciale
des bureaux d'ingénieurs-conseils
sur les marchés étrangers
et les études de projets de développement
à l'étranger.

I. La Commission du Fonds du Commerce Extérieur s'est prononcée favorablement sur le principe d'une politique financière en vue d'encourager la pénétration commerciale des marchés étrangers. Elle ti retenu comme opérations susceptibles d'une aide:

1. - la prospection de nouveaux marchés comportant l'étude des débouchés offerts;
2. - la fourniture gratuite de pré-études ou d'études d'ensemble destinées à résoudre les problèmes de développement..

La Commission considère que la prospection des marchés extérieurs et la fourniture d'études gratuites par les bureaux d'ingénieurs-conseils belges sont nécessaires en vue d'obtenir des commandes de biens d'équipement pour l'industrie.

Afin d'éviter une confusion entre l'aide fournie par le Fonds du Commerce Extérieur et celle de l'Office de Coopération au Développement, la Commission a estimé que le premier mécanisme ne pouvait intervenir dans les frais d'autorisation d'études de développement offertes gratuitement que s'il y avait un lien suffisant entre cette fourniture et la possibilité d'obtention de contrats d'étude rémunérés ou de commandes de biens d'équipement.

2. La préoccupation essentielle de la Commission du Fonds du Commerce Extérieur dès le début de son activité, a été d'encourager les initiatives d'expansion commerciale dans le domaine des actions collectives, ce qui répondait aux conseils donnés par le gouvernement de cette époque.

Après une période de fonctionnement, la Commission a toutefois constaté que les résultats commerciaux concrets des actions collectives et, dès lors, les remboursements des prêts conditionnels accordés étaient restés nettement en dessous des espoirs.

<i>Afrique.</i>		<i>Amerika.</i>
Tunisië	... ... ... ... ...	27/5-12/6
— Republiek Zuid-Afrika,		
Johannesburg	... ... ... ...	29/3-11/4
<i>Amérique.</i>		<i>Amerika.</i>
— Canada.		
Edmonton - N. W. Trade Fair "	... ...	2/5- 7/5
<i>Océanie.</i>		<i>Oceanië.</i>
— Australië.		
Melbourne	... ... ... ...	2/3-19/3

5. Financiële bijdragen
van het Fonds voor de Buitenlandse Handel
ter ondersteuning van de pogingen der kantoren
van raadgevend ingenieurs
om op de buitenlandse markten door te dringen,
en van de studies over ontwikkelingsprojecten
in het buitenland.

I. De Commissie van het Fonds voor de Buitenlandse Handel heeft zich gunstig uitgesproken over het principe van een Financieel beleid ter ondersteuning van de pogingen om op de buitenlandse markten door te dringen. Volgende acties werden in aanmerking genomen voor steunverlening :

1. - prospectie van nieuwe markten, wat de studie van de afzetmogelijkheden inhoudt;
2. - kosteloze levering van voorstudies en globale studies tot oplossing van de ontwikkelingsproblemen.

De Commissie meent dat de prospectie van de buitenlandse markten en de levering van kosteloze studies door de Belgische kantoren van raadgevend ingenieurs noodzakelijk zijn om bestellingen te bekomen van omtrek voor de nijverheid.

Ter voorkoming van verwarring tussen de hulpverlening van het Fonds voor de Buitenlandse Handel en die van de Dienst voor Ontwikkelingssamenwerking heeft de Commissie gemeend dat eerstgenoemd orgaan slechts in de opmakingskosten van kosteloos aangeboden ontwikkelingsstudies mag bijdragen als er voldoende verband bestaat tussen bedoeld aanbod en de mogelijkheid om bezoldigde studiecontracten of bestellingen van omtrek te bekomen.

2. Van meet af was het er de Cornissie van het Fonds voor de Buitenlandse Handel hoofdzakelijk om te doen haar steun te verlenen aan de initiatieven op het stuk van de collectieve pogingen tot commerciële expansie, wat overeenstemde met de aanbevelingen der toenmalige regering.

Toen de Commissie een tijd had gewerkt, constateerde zij echter dat de concrete resultaten van de collectieve acties - en derhalve de terugbetalingen van de toeslag voorwaar delijke leningen - ver beneden de verwachtingen bleven.

L'échec des efforts collectifs d'expansion commerciale entrepris par les groupements à l'exportation belges peut être attribué d'une manière générale aux causes ci-après:

- l'instabilité politique des pays sur lesquels portait l'action a, dans certains cas, fortement compromis la réussite de l'effort de pénétration commerciale entrepris par le groupement à l'exportation;
- l'insuffisance d'esprit de coopération des membres des groupements à l'exportation, non seulement sur le plan commercial, mais également sur celui de la production;
- un manque de persévérance conduisant à l'abandon de l'effort entrepris pendant la période de lancement, au lieu de rechercher les causes réelles de l'insuccès afin d'y remédier;
- la représentation d'un nombre trop considérable de produits hétérogènes et, dès lors, la dispersion des efforts de prospection;
- le manque de discernement dans le choix de la personne chargée de la gestion du groupement à l'exportation, la rémunération offerte étant insuffisante que pour intéresser un élément de valeur.

Il est désormais exigé, lors de l'octroi d'une intervention financière du Fonds du Commerce Extérieur dans les frais de réalisation d'un effort de prospection collective à l'étranger, en faveur d'un groupement à l'exportation, que chacun des membres de ce groupement s'engage solidairement vis-à-vis du Fonds du Commerce Extérieur quant au remboursement du prêt obtenu.

Cette nouvelle procédure a, dans le domaine de l'action collective à l'étranger avec l'appui des pouvoirs publics, éliminé des demandes d'intervention insuffisamment préparées,

6. L'intérêt des organismes financiers internationaux pour l'expansion commerciale,

Quiconque désire maintenir ou améliorer le courant de ses exportations vers le tiers-monde a un intérêt évident à suivre de très près l'activité des institutions internationales ayant dans leurs attributions le financement des projets tendant à donner aux pays en voie de développement une infrastructure économique et sociale moderne.

Dès la deuxième guerre mondiale, les experts financiers se sont penchés sur l'étude du problème du développement tel qu'il allait se poser après la guerre dans tous les pays d'outre-mer. Ils ont acquis la conviction que ces pays qui, pour la plupart, avaient atteint leur indépendance politique allaient se trouver devant de vastes problèmes consistant non seulement à reconstruire l'économie, mais surtout à développer leur production, leur consommation et leurs échanges.

Il est apparu rapidement qu'un problème d'une telle ampleur ne pouvait pas être résolu sur le plan d'une aide bilatérale ou multilatérale de quelques pays, mais qu'il nécessitait la mise en œuvre de solutions devant entraîner une vaste coopération financière internationale.

C'est précisément aux organismes financiers internationaux qu'a été dévolue cette tâche consistant à réunir les capitaux nécessaires et à les orienter vers les pays qui en ont le plus besoin.

Sur le plan international, il existe l'ordre principal à la Banque Internationale et ses filiales: l'Association Internationale de Développement et la Société Financière Internationale.

Het mislukken van de collectieve pogingen tot handel-expansie, welke door de Belgische uitvoergroeperingen werden ondernomen, kan over het algemeen aan de volgende factoren worden toegeschreven:

- het gebrek aan politieke stabilité in de betrokken landen, waardoor in sommige gevallen slechts een geringe kans bestond voor het welslagen van de pogingen der uitvoergroepering om op een markt door te dringen;
- de ontoereikende geest van sarrenwerkinq onder de leden van de uitvoer groepenq, niet alleen op commercieel gebied, maar ook op dat van de produktie;
- gebrek aan volharding, zodat men de tijdens de lanceringperiode ondernomen inspanning opgeeft in plaats van de werkelijke redenen van de mislukking op te sporen om de toestand te verhelpen;
- het aanbieden van te veel heterogene produkten met de daaraan verbonden versnippering van het prospectiewerk;
- gebrek aan doorzicht bij de keuze van de persoon die moet instaan voor het beheer van de uitvoergroepering (te geringe bezoldiging Oll! een waardevolle kracht aan te trekken),

Opdat aan een uitvoergroepering een financiële tegemoetkoming van het Fonds voor de Buitenlandse Handel kan worden toegekend in de kosten naar aanleiding van collectieve prospectie in het buitenland, wordt thans vereist dat ieder lid van bedoelde groepenq zich tegenover het Fonds voor de Buitenlandse Handel solidair verbindt voor terugbetaling van de gekomen lening,

Deze nieuwe procedure heeft, op herstuk van de collectieve actie met overheidsteun in het buitenland, een aantalvoldoend voorbereide aanvragen om tegemoetkoming uitgeschakeld.

6. Belangstelling van de internationale financiële instellingen voor de expansie van het handelsverkeer,

Aan wie het volume van zijn uitvoer 11<11de Derde Wereld wenst te handhaven of te verhogen, heeft er ongetwijfeld belang bij van dichtbij de werkzaamheden te volgen van de internationale instellingen die zich bezighouden met de financiering van de plannen die een moderne economische en sociale infrastructuur van de ontwikkelingslanden op het oog hebben.

Na de tweede wereldoorlog hebben de financiële deskundigen zich verdiept in de studie van het ontwikkelingsprobleem zoals dit zich na de oorlog in alle overzecse gebieden zou stellen. Zij zijn tot de overtuiging gekomen dat die landen, die meestal politiek onafhankelijk geworden waren, zouden confronterd worden met zeer grote problemen, niet alleen in verband met de afname van hun economie, maar vooral met de ontwikkeling van hun produktie, hun verbruik en hun handelsbetrekkingen,

Spoedig is gebleken dat zulk een omvangrijk probleem niet kon worden opgelost in het raam van de bilaterale of multilaterale hulp van enkele landen, maar dat de oplossing ervan een uitgebreide internationale samenwerking op financieel gebied vereiste.

Precies aan de internationale en financiële instellingen werd de taak opgedragen de nodige kapitalen bijeen te brengen en deze beschikking te stellen van die landen welke ze het meest nodig hebben.

Op internationaal niveau zijn er voornamelijk de Internationale Bank en haar filialen: de Internationale Ontwikkelingsassociatie en de Internationale Financiële Maatschappij.

La B. I. R. D. est de loin l'organisme qui draine les fonds les plus importants. Sa création remonte il plus de 19 ans. La Banque a pour objet de contribuer par des prêts, au développement économique des pays membres qui sont au nombre de 103. Après s'être intéressé en ordre principal au développement des secteurs de base (transport, énergie électrique, industrie, agriculture et éducation) la Banque a étendu progressivement son activité au domaine de l'assistance technique. C'est ainsi que la Banque participe très activement à l'élaboration des plans de développement d'un grand nombre de pays.

L'intérêt que la B.I.R.D. représente pour les exportateurs belges peut être illustré par les quelques chiffres suivants ayant trait à la répartition des commandes financées, en grande partie, par cette institution internationale. Alors que les Etats-Unis occupent une place prépondérante parmi les bénéficiaires, au cours des premières années ayant suivi la création de la Banque Mondiale, leur quote-part est allée en diminuant au fil des années. A titre exemplatif : la proportion des fournitures pour les 6 derniers exercices (1959-1965) a varié entre 27 et 33 % pour les États-Unis, 13,5 % et 23,5 % pour le Royaume-Uni, 10,5 % et 17 % pour l'Allemagne, 6,5 % et 12 % pour l'Italie et 4 % à 11 % pour la France.

Quant à la quote-part de la Belgique au cours des 6 derniers exercices, elle a varié entre 1,6 % et 3,3 %. Malgré le fait que ce pourcentage soit assez faible, il n'en reste pas moins que les versements effectués en Belgique depuis la création de la Banque Mondiale jusqu'au 30 mars 1965 pour des commandes, marchés de travaux ou pour des contrats d'ingénieurs-conseils se soient élevés il plus de 125 millions de dollars, ce qui est loin d'être négligeable.

Les deux autres organismes internationaux existant en marge de la B. I. R. D., il savoir l'Association Internationale de Développement, créée en 1960, et la Société Financière Internationale, datant de 1956, ont également mis en œuvre d'importants capitaux. C'est ainsi que le total des crédits octroyés par l'A. I. D. jusqu'au 31 décembre 1964 s'est élevé à plus de 1 milliard de dollars. Quant à la S. F. I., elle a financé jusqu'au 31 décembre 1964, 27 entreprises ou banques de développement et elle a réussi, en outre, à céder une partie de ses participations à d'autres organismes, ce qui constitue également une preuve de succès.

Toujours sur le plan des organismes internationaux, il convient de mentionner également le Fonds Spécial des Nations Unies qui, ainsi que nous le savons, favorise des opérations dites de préinvestissement. Cet organisme dont la création remonte à 1958, a au cours de son existence, approuvé 530 projets correspondant à des engagements financiers de près de 485 millions de dollars. Pour la réalisation de ses objectifs, le Fonds Spécial des Nations Unies a recours à des organismes spécialisés tels que la F. A. O., l'O. M. S., l'U. N. E. S. C., l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique, etc..

Signalons en passant qu'en novembre 1965, la Commission Economique de l'Assemblée Générale des Nations Unies a décidé de combiner le programme élargi d'aide technique et le Fonds Spécial des Nations Unies en un programme de développement des Nations Unies. Le nouveau programme de développement doit permettre de réaliser une meilleure coordination des efforts du Fonds Spécial et du programme élargi, ainsi qu'une gestion plus économique.

La coopération financière internationale se réalise également, en plus des organismes cités ci-dessus, à travers des institutions il caractère régional, c'est-à-dire qui ne couvrent qu'une zone géographique déterminée. Parmi celles-ci, il convient de mentionner le Fonds Européen de Développement et la Banque Interaméricaine de Développement. Le

De I. B. W. O. is de instelling mel verniet de grootste kapitalomzct, Zij werd meer dan 19 jaar geleden opgericht. Haar doel is om door middel van leningen de economische ontwikkeling van de lidstaten, 103 in aantal, te steunen. Vroeger hield zij zich voornamelijk bezig met de ontwikkeling van de basissectoren (vervoer, elektriciteitsvoorziening, industrie, landbouwen opvoeding); sindsdien heeft zij haar werkzaamheid geleidelijk uitgebreid tot de technische bijstand. Zoedane werkt de Bank op zeer actieve wijze mede aan de uitwerking van de ontwikkelingsprogramma's van een groot aantal landen.

Hoe belangrijk de I.B.W.O. is voor de Belgische exporteurs moge blijken uit enkele cijfers die hierna volgen en die betrekking hebben op de verdeling van de bestellingen welke grotendeels door deze internationale instelling gefinancierd werden. Terwijl de Verenigde Staten onder de leveranciers veruit de eerste plaats bekleidden tijdens de eerste jaren na de oprichting van de Wereldbank, is hun aandeel in de loop der jaren geleidelijk geslonken. Zo varieerde de verhouding van de leveringen voor de laatste zes dienstjaren (1959-1965) tussen 27 % en 33 % voor de Verenigde Staten, tussen 13,5 % en 23,5 % voor het Verenigd Koninkrijk, tussen 10,5 % en 17 % voor Duitsland, tussen 6,5 % en 12 % voor Italië en tussen 4 % en 11 % voor Frankrijk.

Voor België varieerde dit aandeel in de loop der laatste dienstjaren tussen 1,6 % en 3,3 %. Alhoewel dit percentage nogal laag lijkt, is het niettemin zo dat de stortingen, vanaf de oprichting van de Wereldbank tot 30 maart 1965 in België verricht voor bestellingen, overeenkomsten voor werken, of voor contracten met raadgevend ingenieurs, meer dan 125 miljoen dollar bedroegen, hetgeen toch een aanzienlijk bedrag is.

De twee andere internationale instellingen die naast de I. B. W. O. bestaan - de in 1960 opgerichte Internationale Ontwikkelingsassociatie en die in 1956 opgerichte Internationale Financiële Maatschappij - hebben eveneens belangrijke kapitaal ter beschikking gesteld. Het totale bedrag van de door de I. B. W. O. tot 31 december 1964 verleende kredieten bedroeg 1 miljard dollar. Van haar kant heeft de I. F. M. tot 31 december 1964 27 ondernemingen of ontwikkelingsbanken gefinancierd en is zij er bovenindien in geslaagd een deel van haar participaties over te dragen aan andere instellingen, wat eveneens een bewijs van succes is.

Voorts dient met betrekking tot de internationale instellingen melding te worden gemaakt van het Speciale Fonds cler Verenigde Naties dat, naar bekend, z.g. pre-investeringen bevordert. Bedoelde instelling werd in 1958 opgericht en heeft sindsdien 530 projecten goedgekeurd. Deze vertegenwoordigen een uitgave van ca. 485 miljoen dollar. Om zijn doeleinden te bereiken doet het Speciale Fonds van de Verenigde Naties een beroep op gespecialiseerde instellingen, b.v. de F. A. O., de Wereldgezondheidsorganisatie, de U. N. E. S. C. O., het Internationaal Bureau voor Atoomenergie, etc..

Terloops zij vermeld dat de Economische Commissie van de Algemene Vergadering cler Verenigde Naties in november 1965 beslist heeft, het uitgebreide technische hulpprogramma en het Speciale Fonds van de Verenigde Naties samen te voegen tot een «United Nations Development Program». Het nieuwe ontwikkelingsprogramma zal een betere coördinatie van de door het Speciale Fonds en het uitgebreide hulpprogramma geleverde inspanningen alsmede een zuiniger beheer mogelijk maken:

Buiten de hierboven vermelde instellingen concreteert de internationale financiële medewerking zich ook in regionale instellingen die slechts een bepaald geografisch gebied bestrijken. Onder die instellingen dienen te worden vermeld het Europees Ontwikkelingsfonds en de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank. Het Europees Ontwikkelingsfonds

Fonds Européen de Développement mis en œuvre dans sa nouvelle version par la convention d'Association de Yaoundé de 1963, dispose pour les 5 années de la convention (1^{er} juin 1964-31 mai 1969) d'une dotation de 730 millions d'unités de compte (1 unité de compte = 1 US \$), à laquelle vient s'ajouter une contribution supplémentaire de la Banque Européenne d'Investissement jusqu'à concurrence de 70 millions de dollars. La deuxième institution interrégionale, à savoir la Banque Interaméricaine de Développement, a été créée en 1960 par 19 pays latins-américains et les Etats-Unis en vue d'accélérer le développement économique des pays membres. A la date du 31 décembre 1964, cet organisme avait été amené à financer 261 projets se situant dans 24 pays latins-américains et représentant un engagement total de 1 165 millions de \$.

A cet aperçu très général, il convient de mentionner pour mémoire deux autres banques interrégionales, à savoir la Banque Africaine de Développement et la Banque Asiatique de Développement qui sont toutes deux en voie de création.

En ce qui concerne l'activité déployée tant par les organismes internationaux qu'interrégionaux cités ci-dessus, il est utile de mentionner que certaines de ces institutions ne se limitent pas à financer certains projets importants, mais qu'elles s'efforcent de coordonner raide apportée de différentes sources à certains pays en voie de développement.

C'est le cas notamment pour la Banque Mondiale qui a apporté son patronage et sa contribution financière à la création des clubs d'aide à l'Inde et au Pakistan, ainsi que des groupes consultatifs constitués pour la Colombie, le Nicaragua, le Soudan et la Tunisie,

La Banque Interaméricaine de Développement s'est également efforcée de son côté d'élargir les bases financières de ses interventions en Amérique Latine, en recherchant des participations des pays non-membres. C'est ainsi que le Canada, l'Espagne et les Pays-Bas ont, par des accords avec cette banque, pu mobiliser des crédits relativement importants en vue de financer des projets de développement en Amérique Latine.

Enfin, grâce à l'existence de groupes consultatifs chargés de coordonner les contributions financières extérieures de divers organismes, la B.I.D. est également intervenue en qualité d'organisme de coordination pour certains projets importants,

Toutes ces considérations permettent d'affirmer que les organismes financiers internationaux jouent un rôle considérable dans l'industrialisation des pays en voie de développement. Il était par conséquent indispensable que leur activité puisse être suivie de très près. C'est à cette tâche que s'est consacré un service spécialisé créé à l'Office Belge du Commerce Extérieur en 1964. Grâce à la mise sur pied d'un dispositif de collaboration avec des représentants diplomatiques belges, il a été possible de constituer une abondante documentation et de la mettre à la disposition des bureaux d'ingénieurs-conseils et des sociétés d'entreprises belges intéressées,

L'expérience acquise jusqu'à présent, tout en étant assez récente, permet cependant de tirer quelques conclusions. Une mission entreprise récemment a permis de faire quelques constatations.

Alors que des pays ont pu désigner certains de leurs nationaux à des postes-clés dans certains organismes internationaux la Belgique ne dispose que d'un nombre très limité d'experts et d'agents qui, pour la plupart, l'emplissent des fonctions sans se siluant pas au niveau de la décision.

Des bureaux détachés tels que Nedeco et Heide-Maatschappij pour les Pays-Bas, Italconsult pour l'Italie ainsi que Sogrea et le C.F.T.T. pour la France sont parvenus

à beschikt in zijn vernieuwde vorm sedert de Associateovereenkomst van Yaoundé in 1963, voor de vijfjarige periode van de Overeenkomst (1 juni 1964 - 31 mei 1969), over een dotatie van 730 miljoen euro (1 rekenenheid = 1 US \$), waarbij nog dient te worden gevoegd de aanvullende bijdrage van de Europese Investeringsbank ter bepaling van 70 miljoen dollar. De tweede interregionale instelling, de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank, werd in 1960 door 19 landen van Latijns-Amerika en de Verenigde Staten opgericht om een snelle economische ontwikkeling van de lidstaten te bevorderen. Op 31 december 1964 had bedoelde instelling 261 projecten gefinancierd in 24 landen van Latijns-Amerika. Met die projecten is een totale uitgave van 1 165 miljoen \$ gemoeid.

Pro memoria zij aan dit vrij algemene overzicht toegevoegd dat er op dit ogenblik nog twee andere interregionale banken worden opgericht: de Afrikaanse Ontwikkelingsbank en de Aziatische ontwikkelingsbank.

"Van de activiteiten van bovenbedoelde internationale en interregionale instellingen betrft, is het dienstig erop te wijzen dat sommige daarvan zich niet beperken tot de financiering van belangrijke projecten, maar er zich ook op toegegen om de van verschillende zijden aan sommige ontwikkelingslanden verleende hulp te coördineren.

Dit is o.rn. het geval met de Wereldbank, die haar bescherming en een financiële bijdrage heeft verleend bij de oprichting van verenigingen tot hulpverlening aan India en Pakistan en van consultatieve groepen voor Columbia, Nigeria, Soedan en Tunesië.

Ook de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank heeft zich ingespannen om de financiële basis van haar tegemoetkomingen in Latijns-Amerika te verruimen door een beroep te doen op de medewerking van landen die geen lidstaat zijn. Zo konden Canada, Spanje en Nederland door het afsluiten van overeenkomsten met bedoelde bank, relatief belangrijke credieten ter beschikking stellen voor de financiering van ontwikkelingsprojecten in Latijns-Amerika.

Ten slotte heeft cie L.O. ook, en wel door berniddeling van cie consultatieve groepen die belast zijn met de coördinatie van de financiële bijdragen van verschillende instellingen die onafhankelijk zijn van die bank, een coördinerende rol gespeeld bij de financiering van sommige belangrijke projecten.

Tot slot van bovenstaande beschouwingen kan worden gesteld dat de internationale en financiële instellingen een belangrijke rol spelen bij de industrialisatie van de ontwikkelingslanden. De activiteiten van die instellingen moeten dus zorgvuldig kunnen worden gevolgd. Dit is de taak van een gespecialiseerde dienst, die in 1961 bij de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel is opgericht. Dank zij de medewerking van de Belgische diplomatieke vertegenwoordigers kon een overvloedige documentatie worden aangelegd en ter beschikking gesteld van de raadplegende ingenieursbureaus en van de betrokken Belgische maatschappijen en bedrijven.

De tot op heden opgedane ervaring is vrij recent, doch maakt *lw!* niettemin mogelijk enkele beslissingen te trekken. Ook konden tijdens een onlangs ondernomen missie bepaalde feiten worden geconstateerd.

Terwijl bepaalde landen erin geslaagd zijn enkele van hun onderhorigen op speciale posities te doen benoemen, beschikt Belfjörde in sommige internationale instellingen slechts over een zeer beperkt aantal deskundigen en technici die er doorgaans een taak vervullen welke niet op het niveau van de gesluitvorm in liggen.

S!!Idjhureaus zoa ls Nedeco en Heide-Maatschappij in Nederland, Italconsult in Italië alsmede Sogrea en C.F.T.T. in Frankrijk hebben een voor de toekenning

à occuper une position de choix dans l'attribution de sous-contrats.

On peut, d'autre part, que des services spécialisés de certains pays ont désigné des agents responsables qui ont pour mission de déleter les possibilités d'affaires et de défendre les intérêts de leurs nationaux. On se rend compte du chemin qui reste à parcourir pour notre pays dans ce domaine.

Compte tenu de l'importance croissante que les administrations des pays emprunteurs acquièrent dans l'étude des projets, on peut se demander si l'envoi dans les principaux pays des Etats africains et malgaches associés d'une mission restreinte ne constituerait pas une initiative valable. Un premier pas dans cette direction a été effectué en septembre 1965, lorsqu'une mission d'Ibelco a assisté pendant quelques semaines l'Administration congolaise dans la préparation de projets à introduire auprès du Fonds Européen de Développement.

En conclusion, et d'une manière générale, il apparaît de plus en plus que les possibilités d'affaires créées par les organismes internationaux postulent une présence belge plus active et plus nombreuse que celle qui existe jusqu'à présent. Certes, une action sur le plan de l'information, telle qu'elle existe à l'heure actuelle, a déjà donné des résultats valables. Il est cependant certain que si notre pays veut véritablement renforcer sa participation aux projets financés par les organismes internationaux, les autorités belges doivent construire une politique plus active qui permette d'assurer à tout moment une aide substantielle aux bureaux d'études et aux sociétés d'entreprises, en appuyant les initiatives que ces derniers sont amenés à prendre.

Il ne faut pas perdre de vue que d'autres pays européens pratiquent déjà à cet égard une politique bien définie. En France notamment, il existe de nombreux bureaux d'études ayant le statut d'organisme parastatal et qui bénéficient d'une aide substantielle des pouvoirs publics.

En Italie, un organisme tel que Italconsult dans lequel le secteur public a une participation, dispose d'un important réseau de bureaux régionaux à l'étranger et notamment en Amérique Latine, en Afrique, en Asie et en Amérique du Nord. La question se pose, dès lors, de savoir s'il ne conviendrait pas de disposer également dans notre pays d'un « fonds de coopération au développement » qui pourrait assister nos bureaux d'études à l'occasion d'initiatives particulièrement valables telles que la prospection collective dans les pays en voie de développement, la création de bureaux de représentation auprès des organismes internationaux les plus importants.

Telles semblent être les premières conclusions de l'expérience acquise, jusqu'à présent, dans le domaine de l'approche des organismes financiers internationaux et de la valorisation des possibilités d'expansion commerciale que présentent les projets financés par ces institutions.

7. L'Union de Berne et la question de la durée des crédits,

A. ~ Informations de caractère général.

I. L'Union d'Assureurs des Crédits Internationaux est une association privée créée suivant le droit suisse, à Berne en 1934. De là vient le nom de « Union de Berne », sous laquelle cette association est connue. Elle regroupe actuellement 26 organismes, tant privés que publics, d'assurance et d'édition de 20 pays.

2. Cette association de droit privé n'a pas à imposer des règles aux Etats souverains auxquels appartiennent ses

van ondernemingsovereenkomsten. uitsteekende positie wachten te verwerven.

Zoals bekend beschikken sommige landen over gespecialiseerde diensten met verantwoordelijke ambtenaren om de handelsooglieden op te sporen en de belangen van hun onderhorigen te beschermen. Er is op dit gebied dus blijkbaar nog heel wat te doen in ons land,

Gelet op het groeiende aandeel van het bestuur dat ontvangeerde landen in de studie van de projecten, kan men zich afvragen of het zenden van een beperkte missie naar de voornaamste onder de geassocieerde Afrikaanse staten en Madagascar niet een aanbevelingswaardig initiatief is. Een eerste stap in die richting werd in september 1965 gedaan, toen een missie van Ibelco gedurende enkele weken de Congolese administratie heeft bijgestaan bij de voorbereiding van projecten die bij het Europees Ontwikkelingsfonds zouden worden ingediend.

Tot besluit kan worden gesteld ~ en dat blijkt over het algemeen steeds meer ~ dat de door internationale instellingen geboden handelsmogelijkheden een actiever en talrijker aanwezigheid van Belgische zijde vereisen dan tot nog toe het geval is. De bestaande voorlichting heeft ongetwijfeld reeds gunstige resultaten opgeleverd. Doch indien ons land werkelijk een groter aandeel in de door de internationale instellingen gefinancierde projecten wil verkrijgen, moeten de Belgische autoriteiten een werkzaam beleid gaan voeren om op ieder ogenblik hulp te kunnen verlenen aan de studiebureaus alsmede aan de maatschappijen en bedrijven, door de initiatieven van deze laatste te steunen.

Daarbij mag niet uit het oog worden verloren dat andere Europese landen op dit gebied reeds een welbepleid beleid voeren. Met name in Frankrijk bestaan er talrijke studiebureaus die het statuut van parastatale instellingen genieten en van de overheid belangrijke steun ontvangen.

In Italië beschikt Italconsult, een instelling met overheidsparticipatie, over een uitgebreid net van regionale kantoren in het buitenland, met name in Latin-Amerika, Afrika, Azië en Noord-Amerika. De vraag dien derhalve te worden gesteld of wij ook in ons land niet zouden moeten beschikken over een « fonds voor ontwikkelingssamenwerking », dat onze studiebureaus zou kunnen bijstaan bij het uitwerken van bijzonder belangrijke initiatieven, b.v. het collectief prospecteren van de ontwikkelingslanden, het oprichten van representatiekantoren bij de belangrijkste internationale instellingen.

Dit zijn de eerste besluiten welke uit de tot op heden opgedane ervaring blijkbaar kunnen worden getrokken, inzake de betrekkingen met de internationale en financiële instellingen en het benutten van de mogelijkheden welke de door die financiële projecten bieden voor de uitbreiding van ons handelsverkeer.

7. De Unie van Bern en het vraagstuk van de looptijd der kredieten.

A. ~ Inlichtingen van algemene aard.

1. De « Union d'Assureurs des Crédits Internationaux » is een private vereniging naar Zwitsers recht, in 1931 te Berne opgericht. Vandaar de benaming « Unie van Bern » waaronder deze vereniging bekend is. Thans groept zij 26 zowel particuliere als openbare kredietverzekeringsmaatschappijen van 20 landen.

2. Aan deze private lelijke vereniging komt het niet toe regels op te leggen aan de soevereine staten waarop

membres et il n'existe, dès lors, pas à proprement parler des Accords ou une Convention dite de Berne,

Au cours d'assemblées générales de l'Union de Berne, il a été unanimement et à plusieurs reprises admis par les organismes membres que les USilges du commerce international devraient être respectés en matière de durée de crédit et qu'en ce qui concerne la exportation de biens d'équipement, la grande majorité des opérations se réalisait sur base d'un crédit ne dépassant pas 5 ans, délai qui était à considérer sur le plan de la technique d'assurance-crédit comme une limite de principe pour les crédits fournisseurs et dont on ne pouvait déroger que dans des cas et pour des motifs exceptionnels,

Lors de l'Assemblée générale ordinaire de l'Union en 1958, les membres se sont engagés à déclarer obligatoirement les exceptions à la norme précitée, lors de l'émission des polices de garantie.

A l'occasion de l'Assemblée générale extraordinaire tenue à Berne en 1961, Je point de départ du délai de crédit de 5 ans a été précisé.

3. Dans le cadre de la Communauté Economique Européenne, par une décision du Conseil des ministres du 27 septembre 1960 (Journal officiel n° 66 du 27 octobre 1960) un groupe de coordination des politiques d'assurance-crédit, des garanties et des crédits financiers il été créé.

Par décision du Conseil du 15 mai 1962, une procédure de consultation a été instaurée au sein de ce groupe.

Une décision du Conseil du 26 janvier 1965 (Journal officiel du 5 février 1965) a apporté certains aménagements à cette procédure de consultation,

En vertu de cette procédure, les pays membres se sont engagés à consulter préalablement leurs partenaires pour chaque opération pour laquelle ils envisagent de garantir ou d'octroyer des crédits d'une durée supérieure à 5 ans à compter des points de départ définis par l'Union de Berne,

En 1965, cette procédure a donné lieu à :

- 94 consultations de la part de l'Allemagne fédérale;
- 212 consultations de la part de la France;
- 77 consultations de la part de l'Italie;
- 32 consultations de la part de la Belgique;
- 28 consultations de la part des Pays-Bas,

Au cours de la même année, l'Office national du Ducroire a couvert à moyen terme des opérations pour un montant total de 5960,8 millions de francs belges. Le montant des opérations pour lesquelles un crédit supérieur à 5 ans a été admis, s'élève à 2 727,9 millions de francs belges, c'est-à-dire plus de 45 % du montant total couvert à moyen terme.

En ce qui concerne les pays de l'A. E. L. E., la situation est la suivante:

- Autriche: cc pil "S a délivré l'Il 1965 neuf polices sur base d'une durée supérieure à 5 ans pour un montant total de 1 541,8 millions de francs belges;
- Danemark : 5 polices pour un montant total de 586,9 millions de francs belges;
- Finlande: aucune;
- Norvège: aucune;
- Portugal : un organisme du ducroire est en voie de création;
- HOYilllll>Uni: 38 polices pour un montant de 12 (iM,2 millions d' francs belges;

haar leden behoren, zodat er mogelijk geen Overeenkomsten of een zogenaamde Conventie van Bern beslaan.

Tijdens algemene vergaderingen van de Unie van Bern is door de lid-maatschappijen meermaals eenparig aangenomen dat de gebruiken van de internationale handel dienen te worden nageleefd inzake looptijd van het krediet en dat de grote meerdernheid van de verrichtingen, wat de uitvoer van investeringsgoederen betreft, tot stand moet komen op basis van een krediet voor een tijdvak van hoogstens 5 jaar; deze termijn moet op het stuk van de techniek van de kredietverzekering als een principiële grens voor de leverancierskredieten worden beschouwd en mag er slechts van afwijken in buitengewone gevallen en om buiten gewone redenen,

Ter gelegenheid van de gewone algemene vergadering van de Unie in 1958 verbonden de leden zich ertoe de uitzondering op voornoemde norm bij de uitgifte van de waarborgpolissen verplicht te stellen.

Op de buitengewone algemene vergadering te Bern in 1961 is nadere bepaald wanneer de krediettermijn van 5 jaar aanvankt.

3. In het raam van de Europese Economische Gemeenschap is bij een besluit van de Raad van Ministers van 27 september 1960 (Publiekblad n° 66 van 27 oktober 1960) een groep ingesteld, die bestaat niet de coördinatie van het beeld inzake kredietverzekering, garanties en financieringskredieten.

Bij het besluit van de Raad van 15 mei 1962 is een raadplegingsprocedure in het kader van die groep ingesteld.

Bij een besluit van de Raad van 26 januari 1962 (Publiekblad van 5 februari 1965) zijn in de raadplegingssprocedure enkele wijzigingen aangebracht.

Krachtens deze procedure hebben de lidstaten er zich toe verbonden hun partners vooraf de raadplegen voor elke verrichting waarvoor zij voornemens zijn kredieten te waarborgen of te verlenen voor een tijdvak langer dan 5 jaar te rekenen van de bij de Unie van Bern bepaalde beginpunten.

In 1965 heeft deze procedure aanleiding gegeven tot:

- 94 raadplegingen door de Bondsrepubliek Duitsland;
- 212 raadplegingen door Frankrijk;
- 77 raadplegingen door Italië;
- 32 raadplegingen door België;
- 28 raadplegingen door Nederland.

In de loop van hetzelfde jaar heeft de Nationale Delcredereidienst verrichtingen op middellange termijn gedekt voor een globaal bedrag van 5960,8 miljoen B.F. Het bedrag van de verrichtingen waarvoor een krediet voor een tijdvak van meer dan vijf jaar, te rekenen van het bij de Unie van Sem bepaalde heipunt, is aangenomen, bedraagt 2727,9 miljoen B.F., d.w.z. meer dan 45 % van het op middellange termijn gedekte totale bedrag.

Wat de landen van de E. V. A. betreft ziet die toestand er als volgt uit :

- Oostenrijk: dit land heeft in 1965 negen polissen uitgereikt op basis van een tijdvak van meer dan 5 jaar voor een globaal bedrag van B.F. 1 541,8 miljoen;
- Denemarken: 5 polissen voor een globaal bedrag van B.F. 586,9 miljoen;
- Finland: geen;
- Noorwegen: geen;
- Portugal: een delcredereidienst wordt thans opgericht;
- Verenigd Koninkrijk : 38 polissen voor een bedrag van B.F. 12664,2 miljoen;

~ Suède: 3 polices pour un montant de 74,8 millions de francs belges;

~ Suisse: 4 polices pour un montant de 892,9 millions de francs belges,

4. En examinant les consultations C. E. E., les déclarations dans le cadre de l'Union de Berne et les déclarations faites au Comité d'Assistance au Développement (O. C. D. E.), on constate une tendance croissante à octroyer des crédits d'une durée supérieure à 5 ans pour des projets de développement cie grande dimension.

Les autorités compétentes sont toutefois conscientes du danger que constitue une politique de crédits à l'exportation confuse et divergente sur le plan international. Le groupe de coordination créé au sein de la C. E. E. vise précisément à remédier à cette situation.

De plus, dans le cadre de l'O.C.D.E., au sein duquel tous les pays hautement industrialisés du monde occidental sont représentés un « Groupe sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation» s'efforce de formuler des principes généraux concernant les crédits et les garanties cie crédit à l'exportation d'une durée supérieure à 5 ans.

Un système d'information renforcé ~ basé sur le système de questions et réponses pratiqué depuis longtemps par les membres de l'Union cie Berne ~ est également à l'étude et semble pouvoir rallier l'accord des pays membres de l'O. C. D. E. clans un avenir rapproché,

B. ~ La politique belge en matière de crédits.

On voudra bien se référer au paragraphe 4 du point 8 ci-après (Effort à fournir dans les pays de l'Est).

8. Effort à fournir dans les pays de l'Est.,

Introduction.

Au cours des dernières années, la Belgique, s'inspirant de l'exemple de ses autres partenaires occidentaux, a déployé de nombreux efforts en vue d'augmenter le volume de ses échanges avec J'Est.

Cette action se base sur les considérations suivantes:

1") La plupart des pays de l'Est disposent de vastes plans d'industrialisation qui prévoient des fournitures en provenance des pays occidentaux

2") Le volume des échanges des pays de l'Est a considérablement augmenté au cours des dernières années et il existe une tendance cie plus en plus marquée à développer les relations commerciales avec les pays non communistes.

3") Le risque commercial que représentent les pays de J'Est est pratiquement nul et, jusqu'à présent, tous les contrats exécutés ont été ponctuellement honorés.

4") Les pays de J'Est exigent en règle générale cles techniques extrêmement évoluées, ce qui oblige l'industrie belge à se maintenir au niveau des standards internationaux dans ce domaine.

Malgré les efforts entrepris pat' In Belnique consistant essentiellement dans l'organisation de missions générales ou spécialisées, la participation il des foires et expositions, etc., la place occupée par notre po ys reste, à l'exception de celle des Pays-Bas, sensiblement moins importante que celle de nos autres partenaires européens. A titre cl'exemple, la

~ Zweden: 3 polissen voor een bedrag van B.F. 74,8 miljoen:

~ Zwitserland: 4 polissen voor ecu bedrag van B.F. 892,9 miljoen.

1. Uit het onderzoek van de raadplegingen van cie E. E. G., van de verklaringen in het raam van de Unie van Bern en van de voor het comité voor ontwikkelingsbijstel1d afgelegde verklaringen (O. E. S. O.) blijkt een stijgende tendens naar het verleuen van kredieten voor een tijdvak van meer dan vijf jaar voor ontwikkelingsprojecten van grote omvang.

De bevoegde overheid is ztch echter bewust van het gevaar van een verward en op internationaal vlak uiteenlopend beleid op het gebied van kredieten bij de uitvoer. De in cie E. E. G. opgerichte Coördinatiegroep heeft juist tot doel die toestand te verhelpen.

Daarenboven tracht een « groep met betrekking tot kredieten en waarborgen bi] de uitvoer» in het raam van de O. E. S. O. waarin alle sterk geïndustrialiseerde landen zijn vertegenwoordiqd, de algemene beginselen te formuleren betreffende de kredieten en de waarborgen inzake kredieten bij de uitvoer voor een tijdvak van meer dan vijf jaar.

Een versterkt infonnatiesysteem ~ op basis van het sinds lang door de leden van de Unie van Bern gebruikte stelsel van vragen en antwoorden ~ wordt ook bestudeerd en, naar het schijnt, zullen de lid-stateu van de O. E. S. O. het daarmee eens kunnen worden in de nabije toekomst.

B. ~ Het Belqiscli . beleid inzuke kredieten.

Hiervoor verwijzen wij naar § 4 van het hieronderstaande punt 8 (Wat in de Oosteuropese landen dient te worden gedaan).

8. Wat in cl~ Oosteuropese landen dient te worden gedaan,

Inleiding.

De jongste jaren heeft België een voorbeeld genomen aan zijn Westeuropese partners en veel moeite gedaZln orn zijn handelsverkecr met de Oosteuropese landen uit te bredden.

Deze actie steunt op de volgende beschouwingen:

1°) De meeste Oosteuropese landen beschikken over uitgebreide industria lisatieplannen waarin leveringen uit Westeuropese landen in uitzirkht worden gesteld.

2°) De ornvanq van het handelsverkeer van de Oosteuropese landen is de jongste jaren sterk toegenomen en er bestaat een groeiencle tendens om cie handelsbetrekkingen met de niet communistische landen te ontwikkelen.

3") Aan het handelsverkeer met de Oosteuropese landen is praktisch geen risico verbonden en, tot nog toe, zijn alle uitvoerde contracten stipt vereffend.

1") Over het algemeen eisen de Oosteuropese landen ultra-moderne technieken, wat de Belgische nijverheid verplicht zich te handhaven op het niveau van de dcsbetrek- fende internationale normen.

Ondanks de door België gedane mocite, met name "cloor het organiseren van algemene en gespecialiseerde missies, het deelnemcn aan beurzen en tentoonstellingen enz., is de door ons land ingenomen positie nog gevoelijg minder belangrijk dan die van onze andere Europese partners, Nederland uitqcsonderd. Dit blijkt uit volgende cijfers :

quoté-part des pays de l'Est dans le commerce global de la République Fédérale Allemande en 1964 a été de 4,55 %, tandis qu'elle était pour l'Italie de 7,56 %, pour la France de 3,39 % et pour les Pays-Bas de 2,4 %. Quant à la Belgique: elle n'a pu exporter vers les pays de l'Est en 1961 que 2,10 % du total de ses ventes à l'étranger.

Si la promotion des échanges avec ces pays incombe en premier lieu aux milieux d'affaires, lesquels se montrent par ailleurs particulièrement actifs, il n'en reste pas moins que l'action des pouvoirs publics constitue bien souvent un stimulant important. A cet égard, il semble que différentes initiatives devraient être prises ou encouragées. à savoir:

1^e) Une politique adéquate d'information des milieux industriels et commerciaux belges sur les possibilités d'affaires offertes par les pays de l'Est.

L'Office Belge du Commerce Extérieur, en organisant l'échange de missions avec les pays de l'Est, en favorisant la participation des entreprises belges à des foires et expositions à l'Est, s'est efforcé de développer l'information réciproque. En outre, des nombreuses notes relatives à la situation économique et financière des pays de l'Est, aux plans d'industrialisation qu'ils ont mis sur pied et à l'évolution de leur commerce extérieur sont venues compléter cette action.

Il n'en reste pas moins qu'il conviendrait de pouvoir assurer à tous ces contacts une certaine continuité. Pour ce faire, la Belgique devrait, comme elle l'a fait pour d'autres pays, créer à l'Est un réseau de prospecteurs commerciaux chargés d'établir des contacts permanents avec les centrales et organismes d'Etat et cie renseigner d'une manière systématique les entreprises belges sur les possibilités d'affaires existant dans ces PAYS. Cette formule offrirait, en outre l'avantage de pouvoir intéresser plus largement que par le passé des entreprises de petite ou moyenne importance aux débouchés existant dans les pays de l'Est. Si l'est "Vrai que les grandes sociétés peuvent dans une certaine mesure se passer du concours des pouvoirs publics en prospectant elles-mêmes les marchés de l'Est, les petites ou moyennes entreprises ne sont généralement pas capables de supporter financièrement la charge que peut présenter l'organisation de voyages coûteux à l'étranger.

A cet égard, un prospecteur commercial pourrait prendre les premiers contacts et documenter les milieux d'affaires intéressés sur les besoins existant au sein des différentes centrales.

2^e) Conclusion d'accords commerciaux et adaptation de ces accords aux nouvelles exigences,

A l'exception de l'I.R.S., avec laquelle notre balance est assez largement excédentaire, notre commerce avec l'ensemble des pays de l'Est présente un solde déficitaire. nos ventes dépassant assez largement nos achats.

Il en résulte que pour la réalisation d'affaires importantes les pays de l'Est sont de plus en plus amenés à exiger des fournisseurs belges l'acceptation d'engagements portant sur des contreparties.

Comme les offres portent souvent sur des produits soumis en U.E.B.L. à un régime de contingentement strict, ces opérations sont difficilement réalisables. De plus, elles présentent souvent une complexité telle qu'elles impliquent le recours à des sociétés spécialisées,

het aandeel van de Oosteuropese landen in het globale handelsverkeer van de Bondsrepubliek. Duitsland bedroeg 4,55%, in 1964, voor Italië bereikte het 7,56%, voor Frankrijk 3,39 % en voor Nederland 2,1 %. België heeft slechts 2,10 % van zijn globale verkoop aan het buitenland naar de Oosteuropese landen kunnen uitvoeren.

Weliswaar is de bevordering van het handelsverkeer met die landen in de eerste plaats de taak van de zakenwereld, die ten andere zter bedrijvig is, maar niettemin is de actie van de overheid vaak een belangrijke stimulans. In dit verband schijnen verschillende initiatieven te moeten genomen of aardigmoedig worden. te weten :

1^e) Een passende politiek van oorlichting; z. g.a. de Belgische industrie en handelskringen over de mogelijkheden die de landen van het Oostelijk blok bieden,

De Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel heeft zich bijvcrd de wederzijdse voorlichting uit te breiden door de uitwisseling van missies. In de landen van het Oostelijk blok te organiseren en de deelneming van Belgische ondernemingen aan de jaarmarkten en tentoonstellingen in het Oosten in de hand te werken. Bovendien zijn talrijke nota's betreffende de economische en financiële toestand van de oostelijke landen, de industrialisatieplannen die zij opgesteld hebben en de evolutie van hun buitenlandse handel, die actie komen aanvullen.

Niettemin zou men aan al die contacten een bepaalde continuïteit moeten verlenen. Daartoe zou België, zoals het voor andere landen gedaan heeft, in het Oosten een net van handelsprospecteurs moeten tot stand brengen voor het leggen van permanent contact met de staatscentra les en organen voor de systematische voorlichting van de Belgische ondernemingen over de in deze landen bestaande mogelijkheden op zakengebied. Die formule zou bovendien het voordeel bieden dat, meer dan in het verleden, de belangstelling van de kleine of middelgrote ondernemingen voor de afzetmogelijkheden in de landen van het Oostelijk blok zou kunnen opgewekt worden. Grote vennootschappen kunnen weliswaar in een zekere mate de hulp van de overheid missen en zelf de markten in het Oosten prospecteren, maar de kleine of middelgrote ondernemingen zijn over het algemeen niet in staat om de financiële last van kostelijke reizen naar het buitenland te dragen.

In dit verband zou een handelsprospecteur de eerste contacten kunnen leggen en de betrokken handelskringen inlichten over de in verschillende sectoren bestaande behoeften.

2^e) Afsluiting van handelsovereenkomsten ... en een passende voorlichting die overeenkomsten naai de eisen aan het ogenblik,

Behalve voor de I.I.S.S.R., waarvoor onze handelsbalans een aanzienlijk groot overschat vertoont, geeft onze handel met de landen van het gezamenlijk Oostelijk blok anno heden tot een nadrukkelijk saldo, aangezien onze verkoop nogal sterk onze aankopen overtreft.

Dit blijkt volgt daar voor het afsluiten van belangrijke zaken, de oostelijke landen er meer en meer toe gebracht worden van de Belgische leveranciers te eisen dat zij contracten aanvaarden die een tegenprestatie vormen.

Daar de aanbiedingen dikwijls betrekking hebben op producten welke in de S.S.R. door een strikte reglementering verevolgd zijn, kunnen die verrichtingen moeilijk tot stand komen. Bovendien zijn zij vaak zo ingewikkeld, dat men zijn toevlucht moet nemen tot gespecialiseerde maatschappijen,

Il est, en conséquence, apparu de plus en plus nécessaire d'envisager un assouplissement des restrictions quant aux taxes qui limitent les importations en provenance de l'Est. Des pays tels que la Grande-Bretagne, l'Italie et, tout récemment, la France ont introduit dans leurs accords avec l'Est la notion de libéralisation.

La Belgique est également disposée à entrer dans cette voie, étant entendu que cette libéralisation serait assortie d'une clause de sauvegarde en matière de prix.

Les négociations portant sur la mise en œuvre de cette nouvelle politique et plus particulièrement sur l'élargissement de la liste des produits soumis au régime de contingentement strict ont été amorcées avec le Ministère des Affaires Économiques depuis plusieurs mois et elles semblent avoir mis du temps à se concrétiser. Or, il faut souligner que les accords commerciaux sont établis dans un cadre Benelux et qu'il convient, à partir du moment où l'administration belge a pu déterminer sa position de négocier avec nos partenaires hollandais, ce qui a pour résultat de retarder encore la mise en application de la nouvelle politique envisagée.

A l'heure actuelle, de nombreux accords commerciaux, notamment avec la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, sont venus à expiration.

Il conviendrait, en conséquence, que tout puisse être mis en œuvre pour accélérer la procédure dans ce domaine.

En outre, il serait souhaitable qu'en vue d'assurer à nos échanges une certaine stabilité, les autorités belges puissent marquer leur adhésion sur la signature d'accords à long terme dont la durée ne pourrait cependant pas dépasser la date du 31 décembre 1969 (fin de la période transitoire de la C. E. E.).

3") Promotion des échanges sur les plans scientifique et technique.

La conclusion d'accords de coopération technique et scientifique avec les pays de l'Est est incontestablement de nature à favoriser le développement des échanges commerciaux.

A l'heure actuelle, cette formule de coopération est de plus en plus mise en avant par les pays de l'Est qui souhaitent pouvoir entrer dans cette voie en créant en Belgique des sociétés mixtes, en participant à des fournitures de matériels faites par la Belgique à des marchés tiers, en faisant exécuter dans leur pays certains travaux à façon et en admettant également la participation de sociétés belges à la réalisation de complexes industriels livrés par les pays de l'Est à l'étranger.

Bien qu'on puisse considérer que la coopération technique soit un problème qui concerne essentiellement le secteur privé et qu'à cet égard rien n'empêche des pourparlers de s'établir entre sociétés belges intéressées, d'une part, et organismes ou centrales d'Etat, d'autre part, il n'en reste pas moins que la signature de véritables accords de coopération technique comportant la création de commissions mixtes constitue dans nos relations avec nos partenaires commerciaux de l'Est un excellent moyen de développer les échanges.

A l'heure actuelle, il existe qu'un seul accord de coopération technique signé en février 1965 entre la Pologne et la R.D.P.R. Des demandes introduites par la Bulgarie et, semble-t-il, par la Tchécoslovaquie en vue d'arriver à la signature de tels accords n'ont pas encore abouti. Sans vouloir attribuer à de tels accords les vertus d'une panacée universelle, on peut facilement admettre que leur conclusion favorisera l'échange de documentation technique, de brevets

Het is dan ook steeds meer noodzakelijk gebleken soevereiner kwantitatieve beperkingen van de invloed uit de oostelijke landen onder de ogen te zien. Landen zoals Groot-Brittannië, Italië en - onlangs nog - Frankrijk hebben in hun akkoorden met het Oosten het begrip liberalisatie opgenomen.

België is eveneens bereid die weg in te slaan, met dien verstande dat die liberalisatie gepaard zou gaan met een vrijwulingsclausule op het stuk van prijzen.

De onderhandelingen betreffende de toepassing van die nieuwe politiek en meer bepaald betreffende de verruiming van de lijst der produkten welke ouderworpen zijn aan een regeling van strikte kontingentering, zijn sedert verscheidene maanden met het Ministerie van Economische Zaken aangeknoopt en zij schijnen maar moeilijk op gang te geraken. Nu dient erop gewezen te worden dat de handelsakkoorden in Beneluxverband worden vastgesteld en dat het vanaf het moment dat de Belgische administratie haar positie heeft kunnen bepalen, noodzakelijk is met onze Nederlandse partners te onderhouden wat de toepassing van de in uitzicht gestelde nieuwe politiek weer vertraagt.

Op dit ogenblik is een groot aantal handelsakkoorden, met name met Hongarije, Polen en Tsjechoslowakije, vervallen.

Dientengevolge moet *dies* in het werk worden gesteld om de desbetreffende procedure te versnellen.

Bovendien wäre het wenselijk dat de Belgische autoriteiten, ten einde aan ons handelsverkeer enige stabiliteit te geven, hun instemming kunnen betuigen met de ondertekening van langlopende akkoorden, waarvan de looptijd evenwel 31 december 1969 (d.i., wanneer de overgangsperiode van de E.E.G. verstrijkt) niet mag overschrijden.

3") Beoording van lie: Inndelsoerleer op het wetenschappelijke en technische terrein.

Het tot stand komen van overeenkomsten inzake technische en wetenschappelijke samenwerking met de Oost-europese landen zal ongetwijfeld bijdragen tot de ontwikkeling van het handelsverkeer.

Op dit ogenblik zijn de Oosteuropese landen steeds meer te vinden voor een dergelijke vorm van samenwerking; zij willen daartoe in België gemengde maatschappijen stichten, door deel te nemen aan de levering van materieel door België aan derde markten, door in hun land bepaalde vormen van maatwerk te doen uitvoeren en door eveneens de Belgische maatschappijen te laten deelnemen aan de totstandbrenging van industriële complexen welke de Oost-europese landen aan het buitenland leveren.

Hoewel men van mening kan zijn dat de technische samenwerking een probleem is dat hoofdzakelijk voor de particuliere sector van belang is en dat op dat gebied niets belangrijk dat onderhandelingen worden aangeknoopt tussen de belanghebbende Belgische maatschappijen enerzijds en lichamen of centrales van de Staat ander zijds, is het toch nog steeds zo, dat de ondertekening van werkelijke akkoorden voor technische samenwerking welke de oprichting van gemengde commissies omvat, in het raam van onze betrekkingen met onze Oosteuropese handelspartners een uitstekend middel is om het handelsverkeer te bevorderen.

Op dit moment bestaat er maar één akkoord inzake technische samenwerking, dat in februari 1965 tussen Polen en de B.L.E.U. is ondertekend. Soortgelijk aanvragen door Bulgarije, en naar het schijnt ook door Tsjechoslowakije, om tot het sluiten van dergelijke akkoorden te komen, hebben nog niet tot een overeenkomst geleid. Hoewel men dergelijke akkoorden niet als een universeel wondermiddel mag beschouwen, mag men toch goedkoper aannemen dat het

et de licences ainsi que de statuts dans des entreprises industrielles intéressées.

Pour que de tels accords aient une réelle signification, il importe que les commissions qui seraient constituées du côté belge puissent comporter des représentants de sociétés privées réellement intéressées à entrer dans cette voie de la coopération technique,

4") Problème des crédits.

Au cours des dernières années, la participation au développement économique des pays de l'Est s'est accompagnée d'un phénomène de plus en plus accentué de compétition dans le domaine des crédits qui constitue bien souvent un facteur concurrentiel décisif,

Si on peut considérer à première vue que *cette* compétition dans le domaine des crédits constitue un phénomène anormal, il n'en reste pas moins vrai que la Belgique a dû, de son côté, pour pouvoir obtenir des contrats importants, consentir des conditions de crédit plus favorables,

Nonobstant certains assouplissements de la position de l'Office National du Ducroire, on se trouve toujours confronté devant de sérieuses difficultés résultant du fait que de nombreux pays pratiquent le système de crédits financiers garantis par l'Etat et qui, dans bien de cas, constitue un relais des crédits-fournisseurs.

La Belgique dispose également, grâce à la loi du 3 juin 1964, d'un instrument lui permettant d'allouer des crédits financiers garantis par l'Etat. Jusqu'à présent, il n'a été fait usage de cette possibilité qu'avec beaucoup de timidité.

D'autre part, la difficulté d'obtenir des contrats pour des fournitures d'ensembles industriels dans les pays de l'Est s'accorde du fait de l'existence en Belgique d'un taux d'intérêt relativement élevé. Or, la plupart de nos voisins ont mis sur pied des formules permettant aux pouvoirs publics d'allouer des subventions au taux d'intérêt et d'en réduire sensiblement le coût qui, dans des opérations à long terme, représente une charge importante et constitue en conséquence un élément parfois décisif pour la signature d'un contrat.

Des mécanismes permettant d'envisager l'octroi de subventions au taux d'intérêt pour des opérations particulièrement intéressantes et qui s'adressent notamment à des secteurs industriels belges en difficulté, ont fait l'objet d'études approfondies. Il conviendrait qu'à cet égard des solutions puissent être trouvées à bref délai.

5°) Crédit de chambres de commerce mixtes.

Si on considère que les échanges de missions techniques avec les pays de l'Est sont susceptibles de se développer, il convient d'attacher une certaine importance aux projets de création de chambres de commerce mixtes. L'expérience a été réalisée récemment avec la Tchécoslovaquie et elle a conduit à la création d'un centre de rapprochement belgo-tchécoslovaque constitué au sein de l'Association belge d'expansion commerciale. Un projet de restructuration de cette association qui bénéficie de subsides des pouvoirs publics est actuellement à l'examen. L'idée fondamentale est de pouvoir regrouper les différentes chambres de commerce existant avec les pays de l'Est au sein de cette Association, de manière à réduire les frais de fonctionnement et à augmenter leur efficacité,

Il entre dans les vues de cette association de pouvoir constituer pour les pays de l'Est une commission mixte constituée à la fois de représentants du secteur public (Administration des Relations Economiques Extérieures, Office Belge du Commerce Extérieur, Affaires Economiques, Ducroire, etc...) et cie délégués de fédérations ou d'entreprises pri-

sluiten daarvan de uitwisseling van technische documentatie, van octrooien en licenties, zomede van stijltes in de betrokken ondernemingen zal hevorderen.

Dergelijke akkoorden kunnen slechts zin hebben, indien de commissies die aan Belgische zijde zouden worden sa menigte lid vertegenwoordigers hevatten van particuliere maatschappijen die er werkelijk belang bij hebben die vorm van technische sa meu werkinq aan te nemen.

4") Het probleem der kredietcn.

Tijdens de jongste jaren ging de aanduiding in de economische ontwikkeling van de Oosteuropese landen gepaard met een steeds groter wordende mededinging op het terrein van de kredieten, wat heel vaak een beschrijvende mededingsfactor is.

Hoeveel men deze mededinging op het gebied van de kredieten op *het* eerste gezicht als een abnormaal verschijnsel kan beschouwen, is het niettemin zo dat België, van zijn kant, gunstiger kredietvoorwaarden heeft moeten verlenen ten einde belangrijke contracten te kunnen sluiten.

Al is de houding van de Nationale Delcredereidienst enigszins soepeler geworden, staan we nog steeds voor ernstige moeilijkheden welke voortspruiten uit het feit dat vele landen hier regime van door de staat gewaarborgde financiële kredieten kennen die veelal de leverancierskredieten vervangen.

Dank zij de wet van 3 juni 1964 beschikt België eveneens over een instrument waardoor het door de Staat gewaarborgde financiële kredieten kan verlenen. Tot nog toe werd hiervan slechts met veelomzichtigheid gebruik gemaakt.

Anderzijds wordt de moeilijkheid om contracten af te sluiten voor het leveren van industriecomplexen aan de oostelijke landen nog vergroot door *het* feit dat in België de rentevoet betrekkelijk hoog ligt. De meeste onzer buurlanden nu hebben hun formules uitgewerkt, waardoor de overheid in staat is renteverlaagende toelagen uit te keren en de zware rentelast, die soms van beslissende aard is voor het sluiten van contracten bij de verrichtingen op lange termijn, gevoelig te doen afnemen.

Men heeft een grondige studie gernaakt van de middelen die het mogelijk maken renteverlagende toelagen uit te keren voor bijzonder interessante verrichtingen, waarbij de in moeilijkheden verkerende Belgische nijverheidstatken betrokken zijn.

5") Oprichting van gemengde handelskamers.

Indien men van oordeel is dat de uitwisseling van technische missies met de landen van het Oosten kan worden uitgebreid, moet men enig belang hechten aan de oprichting van gemengde handelskamers. Onlangs werd met Tsjechoslowakije een proefneming gedaan die leidde tot de oprichting van een Beijtsch-Tsjechoslovaaks centrum voor handel binnen het kader van de Belgische vereniging voor de handelspromotie. Thans bestudeert men de herstructureren van deze vereniging die overheidstoelagen geniet. De grondgedachte is dat men de verschillende handelskamers voor de oostelijke landen in deze vereniging moet kunnen samenbrengen, ten einde hun werkingskosten te verlagen en hun doeltreffendheid te verhogen.

Deze vereniging wil voor de oostelijke landen een gemengde commissie oprichten waar zowel vertegenwoordigers van de overheidssector (Administratie, van de buitenlandse economische betrekkingen, Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel, Economische Zaken, Delcredereidienst, enz.) zitting hebben als afgevaardigden van private

vées réellement intéressées il examiner en profondeur les problèmes que pose le développement de nos relations commerciales avec l'Est.

9. L'action régionale de l'Office Belge du Commerce Extérieur.

Avons-nous progressé il l'intérieur du pays pour mettre à la disposition des petites et moyennes entreprises des moyens supplémentaires utilisables pour leur exportation ? C'est à cette question que répondent les renseignements suivants établis suivant les activités des bureaux régionaux de l'Office belge du Commerce Extérieur.

1) Visites rendues par les agents régionaux au siège des entreprises.

Le nombre de visites s'élevait en 1965 à 2 024, contre 1589 en 1964:

	1964	1965
Bruges	237	303
Gand	236	324
Anvers	219	230
Hasselt	134	120
Mons	207	256
Charleroi	197	303
Namur	87	ISO
Arlon	60	79
Liège	212	259
	1 589	2024

2) Nombre d'entreprises ayant consulté les agents régionaux dans leurs bureaux respectifs à l'occasion de leurs journées de consultation hebdomadaires.

Ce nombre est resté pratiquement égal à celui de 1964, c'est-à-dire 403 contre 398 :

	1964	1965
Bruges	72	62
Gand	86	104
Anvers	48	31
Hasselt	66	38
Mons	10	18
Charleroi	36	72
Namur	22	34
Arlon	J2	12
Liège	46	32
	398	403

3) Nombre d'entreprises ayant consulté les agents régionaux il l'occasion des journées de consultation organisées dans les Chambres de Commerce et d'Industrie m'ides.

Le nombre de ces firmes a beaucoup diminué: 64 contre 138 en 1964. Cette formule n'obtient un certain succès que dans la province de la Flandre Orientale (44 firmes sur un total de 64).

verenigingen of ondernemingen die werkelijk belang stellen in een diepgaande studie van de problemen van de uitbreiding van onze handelsbetrekkingen met het Oosten.

9. Regionale actie van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel.

Beschikken onze binnenlandse kleine en middelgrote ondernemingen thans over meer middelen voor hun uitvoer ? De volgende inlichtingen betreffende de activiteiten van de regionale kantoren van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel geven een antwoord op die vraag.

1) Bezoeken l'an regionale agenten tcn zctcl pan de ondernemingen,

Het aantal bezoeken bedroeg 2 024 in 1965, tegenover 1 589 in 1964:

	1964	1965
Brugge	237	303
Cent	236	324
Antwerpen	219	230
Hasselt	134	120
Bergen	207	256
Charleroi	197	303
Namen	87	150
Aarlen	GO	79
Luik	212	259
	I 589	2024

2) Aantal ondernemingen die de regionale agenten tijdens de uiterlijkste zitdag op hun kantoor geraadpleegd hebben.

Dit aantal is ongeveer hetzelfde als in 1964 : 403 tegenover 393 :

	1964	1965
Brugge	72	62
Gent	86	104
Antwerpen	48	31
Hasselt	66	38
Bergen	10	18
Charleroi	36	72
Namen	22	34
Aarlen	J2	12
Luik	46	32
	398	403

3) Aantal ondernemingen die de regionale agenten geraadpleegd hebben op de daarvan duartoc belegel door de pleetselijke Knmers (DELI) Koopluiindel en oen Industrie.

Dit aantal is erg gedaald: 64 tegenover 138 in 1964. Deze formule kent slechts enige bijval in de provincie Oost-Vlaanderen (44 firma's op een totaal van 1).

4) Nombre d'entreprises ayant consulté les prospecteurs commerciaux à l'occasion d'audiences organisées dans les provinces.

Les prospecteurs commerciaux ont tenu plusieurs audiences en province au cours desquelles ils ont reçu 587 personnes (contre 410 en 1964). Ce nombre s'est réparti comme suit sur les différents prospecteurs:

Prospecteurs de:

France	132
Rép. Féd. d'Allemagne	117
Etats-Unis	66
Afrique du Sud	52
Nigeria	45
Autriche	40
Grande-Bretagne	31
Soudan	31
Australie	20
Maroc	14
Guatemala	12
Kenya	12
Côte d'Ivoire	9
Inde	6

5) Dossiers enrougés par les agents régionaux à l'O. B. C. h.

En 1965, les agents régionaux ont transmis à l'O. B. C. E. 1 599 demandes d'enquêtes (1 133 en 1964) et 2 737 demandes de renseignements (1 334 en 1964).

a) Demandes d'enquêtes:

Comme en 1964, une grande partie de ces demandes d'enquêtes ont eu trait aux pays de l'Europe occidentale:

Pays de la C. E. E.

	1964	1965
—	—	—
France	188	300
Rép. Féd. d'Allemagne	167	289
Pays-Bas	62	58
Italie	37	38
Grand-Duché de Lux.	9	8
—	463	693

Pays de l'E. E. C.

	1964	1965
—	—	—
Suède	51	44
Danemark	40	38
Norvège	30	33
Grande-Bretagne	40	36
Finlande	18	17
Suisse	2	36
Autriche	18	25
Portugal	II	21
—	229	250

Nous devons attirer tout spécialement l'attention sur le nombre fortement accru des demandes d'enquêtes pour l'Allemagne et la France.

Il faut mentionner également les Etats-Unis (67 demandes) et le Canada (38).

4) Aantal ondernemingen die de handelsprospectors geraadpleegd liebben op de in de provincies belegde zitdegen,

De handelsprospectors hebben verscheidene raadplegingen gehouden tijdens welke 587 personen (tegenover 410 in 1964) ontvangen werden. Dit getal bedraagt, voor de verschillende prospectors,

Prospectors in:

Frankrijk	132
Duitse Bondsrepubliek	117
Verenigde Staten	66
Zuid-Afrika	52
Nigeria	45
Oostenrijk	40
Groot-Brittannië	31
Soedan	31
Australië	20
Marokko	14
Guatemala	12
Kenia	12
Ivoorkust	9
Indië	6

5) Dossiers door de regionale agenten opgestuurd aan de B. D. B. H.

In 1965 hebben de regionale agenten aan de B. D. B. H. 1 599 aanvragen tot onderzoek overgezonden (1 133 in 1961) en 2 737 vragen om inlichtingen (1 334 in 1964).

a) Aanvragen tot onderzoek :

Evenals in 1964 heeft het merendeel van die aanvragen betrekking op de landen van West-Europa :

Landen l'an de E. E. G.

	1964	1965
—	—	—
Frankrijk	188	300
Duitse Bondsrepubliek	167	289
Nederland	62	58
Italië	37	38
Grootherogdom Lux.	9	8
—	463	693

Landen lJ2n de E. V. H. A.

	1964	1965
—	—	—
Zweden	51	44
Denemarken	40	38
Noorwegen	30	33
Groot-Brittannië	40	17
Finland	18	//
Groot-Brittannië	40	36
Oostenrijk	18	25
Portugal	II	21
—	229	250

Wij vestigen speciaal de aandacht op het getal der aanvragen tot onderzoek voor Duitsland en Frankrijk, dat sterk gestegen is.

Te vermelden zijn eveneens de Verenigde Staten (67 aanvragen) en Canada (38).

b) *Demandes de renseignements:*

La plupart de ces demandes ont eu trait à des listes d'adresses (I 066 contre 134 en 1964), la réglementation (1052 contre 543 en 19(4)) et les statistiques (221 contre 113 en 1964).

10. Informations sur la zone de libre-échange et le Kennedy Round.

1. La Convention de Stockholm réalise son programme de démantèlement douanier. Depuis le 1^{er} janvier 1966, les tarifs douaniers sur les produits industriels ne représentent plus que 20 % du tarif de référence de 1960 et, sauf imprévu, les pays de l'A.E.E. auront établi, dès la fin de 1966, pour lesdits produits, la zone de libre-échange. En d'autres mots, un marché unique de cent millions d'habitants existera.

Cette coupure de l'Europe occidentale en deux groupes, l'A.E.E. avec 100 millions d'habitants et la C.E.E. avec 180 millions est, faut-il le répéter, particulièrement néfaste au point de vue économique. Signalons, par exemple, qu'à la suite de discriminations tarifaires inter-européennes, des échanges s'orientent dans d'autres directions que celles du commerce entre des partenaires voisins et traditionnels. D'autre part, il y a un problème particulièrement grave des investissements et des concentrations d'entreprises auxquels les milieux industriels procèdent et procéderont pour faire face à la concurrence et ce, en tenant de plus en plus compte des deux grands marchés européens cloisonnés sur le plan douanier.

Ces deux phénomènes sont inévitables dans la situation présente, mais ce n'est guère favorable à la meilleure répartition des moyens de production, à la meilleure utilisation des ressources propres de chaque Etat pour la promotion économique de l'ensemble de l'Europe.

Le dialogue entre les six et les sept a lieu dans le cadre du Kennedy Round. Les résultats que l'on peut raisonnablement en attendre n'apporteront pas une solution au problème de la division de l'Europe occidentale; ils pourront tout au plus en limiter certains effets.

C'est pourquoi, il importe de trouver d'autres formules permettant une libéralisation progressive des échanges entre le Marché Commun et les pays de l'A.E.E.

2. Les négociations tarifaires dans le cadre du Kennedy Round ont été engagées le 4 mai 1964 à Genève. La Commission de la Communauté Economique Européenne est le porte-parole des six pays du Marché Commun. La crise survenue au sein de la C.E.E. a retardé les discussions. Or, les pouvoirs du président des Etats-Unis, en vertu du Trade Expansion Act du 11 octobre 1962, expirent à la fin du mois de juin 1967 et on n'a aucune certitude qu'ils seraient, le cas échéant, prorogés. C'est dire que le temps presse.

Certes, l'expansion du commerce international dépend largement du succès du Kennedy Round. Toutefois, il est certain qu'une réduction substantielle des niveaux des droits mettra en péril l'état concurrentiel de certains secteurs de la vie industrielle de notre pays. Aussi, y a-t-il suivi le plan industriel des concentrations d'entreprises à stimuler, des reconversions à prévoir et même le plan social des dispositions à prendre dès maintenant en faveur des travailleurs.

b) *Vragen om inlichtingen:*

Het grootste deel van die vragen heeft betrekking op adreslijsten (I 066 tegenover 434 in 1964), op de reglementering (J 052 tegenover 543 in 1964) en op de statistieken (221 tegenover 113 in 19(4)).

la. Inlichtingen betreffende de vrijhandelszone en de Kennedy-ronde.

1. Het afsbreken van de tolwuren binnen het Verdrag van Stockholm is thans volop aan de gang. Sedert 1 januari 1966 bedragen de toltarieven op industrieprodukten nog slechts 20 % van het referentietarief van 1960 en behoudens onvoorzien omstandigheden zullen de E.V. Avelanden vanaf eind 1966 voor de genoemde produkten een vrijhandelszone tot stand hebben gebracht. Met andere woorden, er zal dan één markt van honderd miljoen inwoners bestaan.

Die verdeling van West-Europa in twee groepen, zijnde de E.V.A. met 100 miljoen inwoners en de E.E.G. met 180 miljoen ingezetenen, zaluit een economisch oogpunt zeer ongunstig zijn. Er zij b.v. op gewezen dat het handelsverkeer ingevolge de inter-Europese tarifaire discriminaties een andere richting uitgaat dan een verkeer tussen traditionele naburige partners. Anderzijds is daar het bijzonder ernstige probleem del' investeringen en der concentraties van ondernemingen waartoe de industriële krachten overgaan en zullen overgaan om het hoofd te kunnen bieden aan de mededinging, en zulks door steeds meer rekening te houden met de twee grote Europese markten welke twee aparte gesloten douanegebieden zullen vormen.

Een en ander is in de huidige omstandigheden onvermijdelijk, maar het is weinig bevorderlijk voor een betere verdeling van de produktiemedelen en voor een betere gebruiksmaking van de aan elke staat eigen middelen met het oog op de economische vooruitgang van geheel Europa.

Het gesprek tussen de zes en de zeven vindt plaats in het raam van de Kennedy-ronde. De resultaten welke men er redelijkerwijze mag van verwachten, zullen voor het vraagstuk van de verdeeldheid in West-Europa geen oplossing brengen; op zijn hoogst zullen zij zeker gevolgen daarvan kunnen beperken.

Daarom moet naar nieuwe formules worden gezocht waarmee het mogelijk is het handelsverkeer tussen de Gemeenschappelijke Markt en de E.V.A. landen geleidelijk te liberaliseren.

2. De tarief-onderhandelingen in het raam van de Kennedy-ronde zijn op 4 mei 1964 te Genève aangevangen. De Commissie van de Europese Economische Gemeenschap is de woordvoerder van de zes landen van de Gemeenschappelijke markt. De in de E.E.G. gerezen crisis heeft de besprekingen vertraagd. Nu is het zo, dat de krachten de Trade Expansion Act van 11 november 1962 aan de President der Verenigde Staten gegeven volmachten eind juni 1967 vervallen, en men is el' geenszins zeker van dat zij eventueel zullen worden verlengd. De tijd dringt dus.

Weliswaar hangt de expansie van het internationale handelsverkeer in ruime mate af van het succes van de Kennedy-ronde. Niettemin staat het vast dat de aanzienlijke tariefverlaging de mededinging van sommige industriële sectoren van ons land in het gedrang brengt. Bijgevolg moeten concentraties van ondernemingen worden gestimuleerd. omsoek hinc linquen moeren onder de ogen worden gezien en op het sociale terrein moeren ten voordele van de werknemers reeds thans maatregelen worden getroffen.

II. Questions posées par les membres et réponses
du Ministre-Secrétaire d'Etat à la Coopération
au Développement et au Commerce Extérieur,

I. — 1. Un membre souligne que notre commerce extérieur constitue un élément essentiel de l'information de notre produit national brut: il constitue un facteur déappoint sérieux de l'équilibre économique. Toutefois, il se demande si notre activité d'exportation ne dépend pas plus des conditions de financement de ces exportations que du prix même des produits (c'est-à-dire l'importance, la durée et le taux de chargement des crédits). Tout en regrettant cet état de choses, il demande au Ministre quelle est notre position sur le plan de ce financement. Il lui revient que cette position n'est pas très brillante, étant donné que les conditions de vente faites par plusieurs autres pays sont plus avantageuses. Les difficultés sont surtout très, sérieuses en ce qui concerne les petites entreprises « clé sur porte ».

Pour illustrer sa pensée, le membre intervenant prend comme exemple l'exportation de biens d'équipement. Notre représentation à la foire de Lima a été remarquable, mais une question qui se pose immédiatement est de savoir si nos conditions financières sont telles que l'écoulement de nos produits au Pérou sera possible.

Toujours dans le domaine de la politique d'exportation, il se demande si nous n'avons pas l'habitude d'imiter trop servilement les autres pays, de copier les solutions qu'ils ont adoptées, plutôt que de rechercher des formules nouvelles.

Dans sa réponse, le Ministre a donné connaissance d'un tableau de comparaison de la situation de la Belgique dans le domaine du financement avec les principaux pays concurrents (voir annexe V).

En ce qui concerne les petites entreprises « clé sur porte », il est vrai que l'Office du Ducroire n'accorde normalement que 2 à 3 ans de crédit pour de petits contrats de 10 à 15 millions de francs. Il faudrait examiner avec l'Office du Ducroire si l'on peut aller plus loin dans ce domaine.

Enfin, il reproche selon lequel notre politique consisterait trop souvent à copier avec retard ce que font nos concurrents. Le Ministre répond que ceci n'est que partiellement vrai.

C'est d'ailleurs partiellement vrai pour tous les pays développés. Dans certains domaines toutefois, nous avons pris l'initiative:

a) L'Office belge du Commerce extérieur est un organisme dont l'efficacité fait l'admiration de nos collègues étrangers;

b) Le système des prospectus commerciaux a été mis en pratique il y a plusieurs années par la Belgique et est actuellement étudié et copié par plusieurs autres pays;

c) Les bureaux régionaux de l'Office belge du Commerce Extérieur sont une initiative belge pour laquelle nos concurrents manifestent un grand intérêt;

d) Notre participation à la Foire de Lima sous une forme nouvelle est également une initiative intéressante.

2. Le même membre insiste sur la nécessité de séparer l'aide au développement de la politique d'exportation. Il rappelle que les pays industriels ont de toute évidence une faute à réparer vis-à-vis des pays sous-développés en raison de leur passée économique, puisqu'une grande partie de notre prospérité a été édifiée sur l'exploitation de ces pays. C'est pourquoi notre politique commerciale doit être axée non seulement sur l'exportation vers ces pays, mais aussi sur l'importation de produits de ces pays. Or, une dirminution de l'importation dans le domaine de ces importations,

11. Vragen van de leden en antwoorden
van de Minister-Staatssecretaris
voor Ontwikkelingssamenwerking
en Buitenlandse Handel.

L. 1. Een lid onderstreept dat onze buitenlandse handel een belangrijke factor is voor de totstandkoming van ons bruto nationaal produkt; het is een factor die in belangrijke mate tot het economisch evenwicht bijdraagt. Hij vraagt zich nochtans af of onze activiteit op het stuk van de uitvoer, niet in grotere mate afhangt van factoren die verband houden met de financiering van de uitvoer (omvang, looptijd en opslagpercentage van de credits) dan van de prijs van de uitgevoerde produkten zelf. Hij betreurt die toestand en vraagt aan de Minister wat onze positie is inzake die financiering. Hij heeft de indruk dat die positie verre van schitterend is daar de door verschillende andere landen geboden renteclauses veel voordelijker zijn. Vooral voor de kleine « gebruiksklare » ondernemingen zijn de moeilijkheden zeer groot.

Om zijn mening te verduidelen, haalt spreker het voorbeeld aan van de uitvoer van outillage. Onze vertegenwoordiging op de jaarmarkt te Lima is opgevallen, doch onmisbaar blijft de vraag of onze financiële voorwaarden de afzet van onze produkten in Peru mogelijk maken.

Steeds in verband met het uitvoerhleid vraagt het lid zich af of wij niet gewoon zijn de andere landen al te slagen na te volgen, en te trachten op onze heurt te verwijzen welken wat zij bereikt hebben in plaats van originele formules voor te stellen.

In zijn antwoord geeft de Minister kennis van een vergelijkende tabel van de Belgische toestand inzake financiering t.o.v. de voornaamste concurrerende landen (zie bijlage V).

In verband met de « gebruiksklare », kleine ondernemingen is het wel zo dat de Delcredere dienst normaal slechts twee tot drie jaar krediet toestaat voor kleine contracten van 10 tot 15 miljoen frank. Met de Delcredere dienst zou moeten worden overwogen of op dat gebied de kredietverlening niet kan worden uitgebreid.

De Minister verklaart verder dat het hezwaar, volgens hetwelk ons beleid er al te vaak zou in bestaan de verwijzingen van onze mededingers met vertraging te kopiëren, slechts gedeeltelijk gegronde is.

Dat geldt trouwens gedeeltelijk voor al de ontwikkelde landen. Nochtans hebben wij op bepaalde gebieden het initiatief genomen:

a) De Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel is een orgaan waarvan de doelmatigheid door onze buitenlandse collega's hoog geprezen wordt;

b) De formulering van de handelsprospecten is door België al sedert verscheidene jaren in de praktijk omgezet en wordt thans onderzocht en gekopieerd door verscheidene landen;

c) De regionale kantoren van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel zijn een Belgisch initiatief, waarin onze mededingers veel belang steken;

d) Onze deelneming aan de jaarmarkt te Lima in een vernieuwde vorm is eveneens een interessant initiatief.

2. Hetzelfde lid legt er de nadruk op dat heel volstrekt noodzakelijk is de ontwikkelingshulp te scheiden van het exportbeleid. Hij herinnert eraan dat de industrielanden wegens hun economisch verleden onbetwistbaar iets goed te maken hebben t.o.v. de onderontwikkelde landen, daar onze welstand goeddeels ten koste van de uitbuiting van die landen WCI'd opgebouwd. Daarom moet ons handelsbeleid niet alleen gericht zijn op export naar, maar ook op import van goederen uit die landen. Doch in die tak van onze import wordt precies een daaling geconstateerd,

Dans sa réponse, le Ministre s'est déclaré d'accord avec l'idée préconisée par l'intervenant. Le drame des PAYS sous-développés est qu'ils vivent cie la vente de leurs produits de base et que même *s'ils* augmentent le volume de la production de ces produits, leur revenu national n'augmentera pas pour autant, par suite de l'explosion démographique et de l'effondrement cyclique des prix. D'autre part, ces pays ne disposent pas de devises suffisantes pour accéder au secteur secondaire.

L'*stabilisation et la revalorisation des produits de base* est le problème essentiel de ces pays et dans cet ordre d'idées, le Ministre renvoie au discours qu'il a prononcé le 25 novembre écoulé à Paris, lors de la session du Conseil ministériel de l'O. C. D. E. (voir Informations du Commerce extérieur, 8 décembre 1965). Dans ce discours, le Ministre a mis l'accent sur la nécessité d'ouvrir les marchés de l'Occident aux produits manufaturés des pays en voie de développement, mais il a également demandé à ces pays de faire un effort en créant une zone de libre échange, condition essentielle à leur promotion industrielle (suppression des entraves douanières et du contingentement).

La Belgique s'efforce de faire adopter certaines règles internationales favorisant un meilleur équilibre des marchés des matières premières et des produits de base et un accès plus aisé des produits fabriqués dans les pays en voie de développement aux marchés des pays industrialisés, il est cependant difficile pour notre pays de prendre seul des initiatives dans ce domaine, étant donné que nous avons une industrie de transformation pour laquelle il est important d'avoir des approvisionnements en matières premières et en produits de base à des conditions au moins aussi bonnes que nos concurrents.

3. Le même membre plaide pour un étalement plus large de notre commerce extérieur. Il constate que 75 % du commerce extérieur de l'U. E. B. L. est limité aux quatre pays de la C. E. E., ainsi que du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Une telle politique n'est-elle pas exagérément unilatérale et qu'arrivera-t-il en cas de récession économique dans ces pays? Il demande si le même courant commercial se présente dans ces pays partenaires.

Le ministre répond qu'il est exact que nos exportations sont très concentrées sur un petit nombre de pays. Il ne pense toutefois pas qu'il s'agisse là d'une situation dangereuse. Au contraire, il est normal que nous vendions de plus en plus sur les marchés de la C. E. E. qui deviennent petit à petit un grand marché intérieur. Nous sommes d'ailleurs loin d'avoir atteint le maximum de nos possibilités dans ce domaine et le Ministre pense qu'il faut continuer nos efforts afin d'augmenter nos ventes dans la C. E. E. et sur certains grands marchés industrialisés tels que l'Angleterre, les pays scandinaves, les Etats-Unis et le Canada. Ceci ne signifie pas que des efforts ne doivent pas être faits dans les autres régions du monde, à savoir, les pays en voie de développement et les pays de l'Europe Occidentale, qui constituent des marchés importants pour un secteur spécialisé de notre industrie: celui des usines «clé sur porte».

l'autre part, le Ministre se déclare persuadé que les marchés de l'Est ou des pays en voie de développement ne sont pas des marchés de substitution en cas de crise dans les pays industrialisés. Il lui paraît évident que si une récession intervient en Europe ou aux Etats-Unis, elle aura immédiatement sa répercussion sur les prix des matières premières et des produits de base et les pays en voie de développement verront leurs recettes diminuer sensiblement et seront donc forcés de diminuer leurs achats de biens d'équipement,

De l'Ministre antwoordt dat hij het eens is met de opvatting van de spreker. Het drama van de onderontwikkelde landen bestaat erin dat zij leven van de verkoop van hun basisprodukten en dat hun nationaal inkomen, zelfs als zij hun produktievolumen opdrijven, niet toegeert wegens de bevolkingse xplosie en de grote hoge instorriëring van de prijzen. Bovendien beschikken die landen niet over voldoende deviezen om zich tot de secundaire sector van de economie te verheffen.

Flet fundamentele probleem waarmee die landen hebben af te rekenen, is de stabilisatie en de revalorisatie van de basisprodukten. In dit verbn d'VErwijs de Minister naar de door hem op 25 november j.l. te Parijs op de vergadering van de raad van de ministers van de O. E. S. O. uitgesproken rede (vide Berichten van de Buitenlandse Handel ~ 8 december 1965). In die rede betoogde de Minister dat het noodig is de Westerse markt open te stellen voor de fabrikaten van de ontwikkelingslanden, doch hij verzocht ook die landen een inspanning te doen door een vrijhandelszone op te richten, die een noodzakelijke voorwaarde is voor hun industriële ontwikkeling (opheffing van de tolgrenzen en de contingentering).

Door België wordt gepoogd soinmige internationale voorstellen te doen aanvaarden met het oog op een evenwichtiger prijsverloop van de grondstof len en de basisprodukten en een vlotter opnemen van de fabrikaten uit de ontwikkelingslanden op de markt van de industrielanden. Doch op dit gebied is het voor ons land moeilijk alleen het initiatief te nemen, daar onze verwerkende industrie er belang bij heeft zich tegen ten minste even goede voorwaarden van grondstoffen en basisprodukten te kunnen voorzien als onze concurrenten,

3. Hetzelfde lid bepleit een ruimere spreiding van onze buitenlandse handel. Hij constateert dat de buitenlandse handel van de B. L. E. U. naar rata van 75 % beperkt blijft tot de vier landen van de E. E. G. alsmede het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten. Is een dergelijk beleid niet al te eenzijdig en wat zal er gebeuren, wanneer een economisch teruggang zich voordoet in die landen? Hij vraagt of het handelsverkeer in bedoelde landen een zelfde tendens vertoont.

De Minister antwoordt dat onze export inderdaad op een klein aantal landen geconcentreerd is, doch hij meent niet dat zulks gevaarlijk is. Het is integendeel normaal dat wij hoe langer hoe meer op de E. E. G.-markten verkopen, die toch geleidelijk één grote binnenlandse markt gaan vormen. Op dit gebied hebben wij trouwens al onze mogelijkheden nog lang niet uitgeput en de Minister meent dat wij onze inspanningen moeten voortzetten om onze verkoop op te dringen in de E. E. G. en op de markt van sommige grote industrielanden, b.v. Groot-Brittannië, en de Scandinavische landen, de Verenigde Staten en Canada. Dit betekent niet dat er geen inspanningen moerden worden gedaan in andere streken van de wereld, met name de ontwikkelingslanden en de Westeuropese landen, die een belangrijke markt vormen voor een gespecialiseerde sector van onze industrie: die van de gebruiksklare fabrieken,

Anderzijds verklaart de Minister ervan overtuigd te zijn dat de markt van de oostelijke en VRN de ontwikkelingslanden niet in de plaats kan treden van de markt der industrielanden in geval van economische crisis. Het lijkt hem onoorbaardig dat, indien Europa of de Verenigde Staten door een teruggang in het bedrijfsleven worden getroffen, deze een onmiddellijke terugval zal hebben op de prijzen van grondstoffen en basisprodukten, zodat de inkosten van de ontwikkelde landen merkelijk zullen dalen en deze laatste dan ook zullen verplicht zijn hun aankopen van koper te beperken.

4. Le même membre, après avoir constaté le succès des bureaux régionaux de l'Office belge du Commerce extérieur, bureaux qui ont été institués pour associer plus intimement les petites et moyennes entreprises à notre commerce extérieur, demande au Ministre de lui communiquer les résultats de cette politique.

La réponse à cette question figure au chapitre 9 du présent rapport.

5. Le même membre constate que la participation belge aux adjudications et appels d'offres émanant des organisations internationales, qui paraissent régulièrement dans les feuilles financières, est minime. S'agit-il d'un manque d'intérêt de la part des firmes belges, et dans l'affirmative, quelles sont les raisons?

Le Ministre répond que ces raisons sont de deux ordres. Tout d'abord, il faut bien reconnaître que pendant plusieurs années les entreprises belges ont été très peu intéressées par ce genre de contrat. Ce manque d'intérêt provenait peut-être d'un défaut d'information sur les possibilités exactes qui s'ouvraient dans ce domaine. L'O. B. C. E. a créé un nouveau service il y a plus d'un an, dont la tâche est précisément de mieux informer les milieux d'affaires et de les aider à se faire connaître de ces organismes internationaux. Les premiers résultats obtenus sont déjà assez satisfaisants,

6. Le même membre approuve les efforts du Gouvernement afin de promouvoir notre export-import dans les pays de l'Europe de l'Est et dans les pays sous-développés. Toutefois, il attire l'attention du Ministre sur d'autres pays qui n'appartiennent pas à ces blocs, par exemple le Canada où les possibilités sont immenses et où 40 000 à 50 000 Belges se sont établis. Or, il constate que notre représentation consulaire dans cet immense pays est faible.

Le Ministre répond que nos exportations vers le Canada ont augmenté de 1964 à 1965 de près de 30 % pour atteindre près de 3 milliards de francs. L'intensification de la prospection du marché canadien sera à l'ordre du jour d'une conférence consulaire qui se tiendra à Washington au printemps prochain et qui examinera notre situation à la fois sur le marché canadien et sur celui des Etats-Unis.

7. Le même membre demande qu'il ait avec intérêt dans un discours prononcé par le Ministre du Commerce extérieur de la République S. F. de Yougoslavie à Bruxelles, que ce dernier pays demande de renforcer la coopération économique avec la Belgique. La Yougoslavie nous invite à faire chez elle des investissements autonomes ou par voie de participation. Il saurait, en somme, d'une collaboration entre les capitaux belges et yougossaves. Le membre c1el1i111lquel est le point de vue du Gouvernement belge à l'égard de cette politique. Il demande aussi comment cette coopération peut être organisée avec des pays dont la politique économique est différente de l'économie du socialisme que nous connaissons dans les pays d'Occident.

Le Ministre répond que la coopération économique est un de ses soucis majeurs. Au cours des derniers mois, il a multiplié les contacts avec les représentants des pays de l'Est et ses conversations ont porté sur la préparation d'accords de coopération économique. Le Ministre est bien décidé à poursuivre cette politique.

4. Na het succes van de gewestelijke bureaus van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel - die opgericht werden om de kleine en middelgrote ondernemingen nauwer te betrekken bij onze buitenlandse handel - te hebben gecontacterd, verzocht herzelfde lid de Minister helpt mede te delen welke resultaten met die politiek zijn bereikt.

Het antwoord op die vraag komt voor in hoofdstuk 9 van dit verzoek.

5. Hetzelfde lid constateert verschillende Belgische aandeel in de aankondigingen en prijsaanvragen van internationale organisaties, die geregeerd in de Financiële bladen verschijnen. Zeer gering is. Is dit niet gevolg van een gebrek aan belangstelling vanwege de Belgische firmas en, zo ja, wat zijn de redenen daarvan?

De Minister antwoordt dat er tweedeel redenen zijn. Vooreerst moet men toegeven dat de Belgische ondernemingen gedurende verscheidene jaren zeer weinig belangstelling wisten te hebben voor dit soort overeenkomsten. Dit gebrek aan belangstelling werd misschien wel veroorzaakt door de gebrekende voorlichting over de mogelijkheden welke op dit gebied precies bestaan. Meer dan een jaar geleden heeft de B. D. B. H. een nieuwe dienst opgericht waarvan de taak er juist in bestaat om handelskringen beter te lichten en zodoende te helpen om bij die internationale organen bekend te worden. De eerste resultaten zijn al vrij bevredigend.

6. Hetzelfde lid spreekt zijn goedkeuring uit over de inspanningen van de Regering om onze uitvoer naar en onze invloed uit de landen van Oost-Europa en de ontwikkelingslanden te bevorderen. Hij vestigt vochtans aandacht van de Minister op andere landen die niet tot dit blok behoren, zoals bijvoorbeeld Canada, waar de mogelijkheden onbegrensd zijn en waar zich 40 000 à 50 000 Belgen gevestigd hebben. Hij constateert echter dat onze consulaire vertegenwoordiging in dit onmetelijk land zwak is.

De Minister antwoordt dat onze uitvoer naar Canada van 1964 tot 1965 met ongeveer 30-70% toegenomen is, zodat hij (hans ongeveer 3 miljard) bedraagt. De intensivering van de marktverkenning in Canada zal op de agenda staan van een consulaire congres die in de loop van de lente te Washington zal gehouden worden en waarop terzelfder tijd onze positie op de Canadese en op de Amerikaanse markt zal worden besproken.

7. Hetzelfde lid verklaart met belangstelling de rede te hebben gelezen, waarin de Minister van buitenlandse handel van de Federale Volksrepubliek Joegoslavië te Brussel heeft uitgesproken en volgens welke dat land ernstig verzoekt de economische samenwerking met België te verstevigen. Joegoslavië nodigt ons uit om daaraar investeringen te maken verrichten, hetzij op zelfstandige wijze, hetzij bij wijze van deelneming. Eigenlijk zou het een samenwerkingsverband tussen de Belgische en jugoslavische kapitalen. Het lid vraagt welk standpunt de Belgische regering op dat gebied inneemt. Hij vraagt tevens hoe die samenwerking kan worden georganiseerd. Welke landen waarvan de economische politiek verschilt van de marktconomie welke wij in de Westelijke landen kennen.

De Minister antwoordt dat economische samenwerking een van zijn hoofdbekommeringen is. Tijdens de laatste maanden heeft hij contacten uitgehaald met de vertegenwoordigers van de oostelijke landen en zijn onderhandelingen. Zij hadden contacten op het oog van accorden inzake economische samenwerking. De Minister is vast besloten die politiek verder door te voeren.

8. Le même membre exprime le vœu que la Commission du commerce extérieur soit associé aux manifestations du commerce extérieur et qu'elle soit mieux documentée.

Le Ministre répond qu'il s'efforcera de documenter d'une façon périodique les membres de la Commission.

II. - I. Un autre membre insiste, lui aussi, sur l'importance de notre politique d'exportation qui est le soutien de notre économie, surtout en cas d'hésitations conjoncturelles telles que nous les connaissons actuellement. Il met également le Ministre en garde contre une certaine diminution de nos importations, qui est intimement liée à la politique monétaire.

Il se réjouit de la progression de l'Union douanière au sein du Marché commun et constate avec satisfaction que les accords de Luxembourg ont levé toute hypothèque dans ce domaine précis.

En ce qui concerne l'Amérique latine, il a reçu comme le Ministre l'a dit dans son exposé, des doléances de ces pays se plaignant que l'aide de la C. E. E. aux pays en voie de développement se concentre surtout sur les pays africains, en vertu de la convention d'association de Yaoundé. Il estime que ce problème doit être résolu dans le cadre de la Convention du G. A. T. T.

2. En ce qui concerne les missions commerciales, il a pris acte avec satisfaction des projets de mission que le Ministre envisage pour 1966 (le Mexique et l'Italie); il se demande si une mission commerciale émanant des six pays de la Commune peut ne pourra pas être envisagée.

Le Ministre répond que nos efforts pour constituer à un premier stade une mission Benelux ont échoué devant le veto des milieux d'affaires néerlandais. Un essai est actuellement tenté avec les Français et une mission préparatoire de 4 délégués partira sous peu en Amérique Centrale.

3. En ce qui concerne l'Union économique Benelux, un membre demande où en sont les négociations en vue de la suppression des subsides et concernant les libérations dans le domaine agricole.

Le Ministre répond que cette question relève de la compétence de ses collègues de l'Agriculture et des Affaires européennes.

4. En ce qui concerne le fonctionnement du fonds du commerce extérieur, le membre intervenant pose une question au sujet de l'aide aux efforts groupés (par exemple l'aide aux études pour l'érection d'industries clé sur porte).

Le Ministre répond que les renseignements seront adressés directement au membre.

5. Il demande si le Ministre envisage de réunir le Conseil consultatif du commerce extérieur.

Le Ministre répond que cette question est à l'étude de son département.

6. En ce qui concerne le financement des exportations, il demande quelle est la répartition par pays des interventions du Pool I et du Pool II de Crédit export (voir tableau annexe V).

7. Il pose une question au sujet de la présence belge à l'étranger. Quelles sont les intentions du Ministre au sujet de l'établissement de nouveaux consulats, de l'envoi de nouveaux prospecteurs et de l'utilisation des conseillers du commerce extérieur qui sont bénévolement à la disposition de nos consulats à l'étranger?

8. Hetzelfde lid spreekt de wens uit dat de Commissie voor de Buitenlandse Handel bij de manifestaties van de buitenlandse handel wordt betrokken en dat ze beter voor ogen komt.

De Minister antwoordt dat hij zich zal inspannen om de leden van de Commissie gerecht te houden.

II. - I. Een ander lid legt ook nadruk op ons uitvoerbeleid, dat een steun is voor onze economie, vooral wanneer zoals thans, deconjunctuur een aanzienlijk uitzicht vertoont. Hij waarschuwt de Minister voor een zekere vermindering van onze uitvoer, die in nauw verband staat met onze munt-politiek.

Het lid verheugt zich over de vooruitgang van de Douane-Unie in de Gerenechappeltje Markt en constateert met voldoening dat op dit bepaald punt alle onzekerheid weggenomen werd.

In verband met Latijns-Amerika heeft het lid, zoals de Minister trouwens in zijn betoog uiteenzette, van die landen klachten ontvangen als zou alle hulp van de E. E. G. vooral op de Afrikaanse landen geconcentreerd worden, krachtens de associatieovereenkomst van Jacundé. Het lid meent dat dit probleem moet worden opgelost in het kader van de Convenie van G. A. T. T.

2. Het lid heeft met voldoening kennis genomen van de door de Minister voorgenomen handelsmissies in 1966 (Mexico en Italië); hij vraagt zich af of een handelsmissie die de zes landen van de Gemeenschap zou vertegenwoordigen niet kan worden overwogen.

De Minister antwoordt dat onze inspanning om, als eerste fase, een Beneluxmissie samen te stellen, mislukte door het veto van de Nederlandse zakenmilieus. Men probeert het thans met Frankrijk en een voorbereidende missie van Ierland gevuld te stellen en zal daarna naar Centraal-Amerika vertrekken,

3. Wat de Benelux Economische Unie betreft vraagt hier lid hoever het staat met de onderhandelingen over de afschaffing van de toelagen en wat betreft de liberalisaties in de landbouw.

De Minister antwoordt dat deze vraagstukken onder zijn collega's van Landbouwen van Europese Zaken llossen.

4. Wat de werking van het fonds voor de buitenlandse handel betreft, stelt een lid de vraag over de hulp aan de gezamenlijke inspanningen (b.v. de hulp aan de studies voor de oprichting van gebruiksvoorwerpen Fabrieken).

De Minister antwoordt dat de inlichtingen rechtstreeks aan het lid verstrekt zullen worden.

5. Hij vraagt of de Minister voornemens is de Raad van advies voor de buitenlandse handel bijeen te roepen.

De Minister antwoordt dat dit voorstel thans door zijn departement wordt besproken.

6. Wat de financiering van de uitvoer heeft, vraagt hij wat de verdeling per land is van de bijdragen van pool I en pool II van Crédit Export (zie tabel-bijlage V).

7. Hij stelt een vraag in verband met de aanwezigheid van België in het buitenland. Wat is de bedoeling van de Minister in verband met de oprichting van nieuwe consulaire zendingen van nieuwe prospecteurs en de aanwending van adviseurs voor de buitenlandse handel die welwillend ter beschikking van onze consulaten in het buitenland worden gesteld.

Le Ministre répond qu'il n'y a pas de projets immédiats de nouveaux consulats généraux de carrière. En ce qui concerne les prospecteurs, la création de nouveaux postes est à l'étude dans certains pays. Pour ce qui est des conseillers du commerce extérieur, ceux-ci peuvent être très utiles, mais le caractère de leur collaboration dépend largement de la personnalité. de l'ambassadeur de Belgique sur place.

8. En ce qui concerne les foires, le membre demande au Ministre que! est son plan d'activité pour 1966.

La réponse à cette question fait l'objet du chapitre 4 du présent rapport.

III. z: Un autre membre se plaint au sujet du fonctionnement de l'Office des Contingents et Licences au Ministère des Affaires économiques. Il estime que ce Département empiète sur les compétences du Ministre du Commerce extérieur, le Ministre des Affaires économiques devant se contenter d'appliquer les décisions prises en matière de contingents et de licences par les Affaires étrangères,

Le même membre demande pourquoi la désignation des commissaires généraux aux expositions dépend du Ministère des Affaires économiques et non du Commerce extérieur, celui-ci ayant déjà dans ses attributions l'organisation des foires commerciales.

Le Ministre répond que les Commissaires généraux aux expositions dépendent du Ministère des Affaires économiques, mais qu'il regrette cet état de choses.

IV. - II, Un autre membre se demande, en ce qui concerne les bureaux régionaux de l'Office belge du Commerce extérieur, si ces bureaux sont suffisamment connus par les petites et moyennes entreprises.

Il est renvoyé à ce sujet à l'exposé contenu dans le chapitre 9 du présent rapport.

2. En ce qui concerne le Fonds du Commerce extérieur, le même membre voudrait des renseignements au sujet des activités de ce fonds et estime que celles-ci sont trop peu connues par les candidats exportateurs.

Le Ministre répond qu'ici également, les agents régionaux de l'O. B. C. E. ont pour tâche d'informer les petites et moyennes entreprises dans ce domaine. De plus, des fonctionnaires de l'Administration centrale de l'O. B. C. E. participent à de nombreux séminaires ou échanges de vues en province, au cours desquels les activités du Fonds du Commerce Extérieur constituent un des points traités (voir aussi au chapitre 5 du présent rapport).

3. Le même membre demande que les exportateurs soient mieux renseignés au sujet des réglementations et coutumes commerciales dans les pays acheteurs. Il demande aussi si des efforts d'harmonisation législative entre les pays du Benelux par exemple, ne peuvent être accomplis.

Le Ministre répond qu'en ce qui concerne l'harmonisation législative dans le domaine commercial, celle-ci n'avance qu'à très petits pas au sein du Benelux et de l'I.C.E.E.

D'autre part, l'O. B. C. E. par ses publications, par rapports aux fédérations ou aux entreprises, par des conférences, ne manque pas de jouer son rôle d'information dans ce domaine.

4. Le même membre se plaint que plusieurs émigrants en Amérique latine, parmi lesquels des ingénieurs et des médecins

doit Minister antwoordt dat er geen plannen zijn voor nieuwe consulaten-generaal van het carrière-type. Wat de prospecteurs betreft wordt de oprichting van nieuwe posten in bepaalde landen bestudeerd. Adviseurs voor de huidige handel kunnen zeer nuttig zijn, maar de belang van hun niedewerkingshangt voor een groot gedeelte af van de persoonlijkheid van de Belgische ambassadeur ter plaatse.

8. In verband met de jaarheidsplannen vraagt het lid aan de Minister wat de plannen zijn voor 1966.

Het antwoord op die vraag maakt het voorwerp uit van hoofdstuk 4 van dit verslag.

III. - Een ander lid klaagt over de werking van de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen van het Ministerie van Economische Zaken. Hij is van mening dat dit departement inbreuk maakt op de bevoegdheden van de Minister van Buitenlandse Handel, want het Ministerie van Economische Zaken moet er zich toe beperken de door het departement van Buitenlandse Zaken genomen beslissingen inzake contingenten en verzuimingen toe te passen.

Hetzelfde lid vraagt waarom de aanduiding van commissaris-generaal bij de tentoostellingen ressorteert onder het ministerie van Economische Zaken, en niet onder het Ministerie van Buitenlandse Handel, dat immers toch al de organisatie van de handelscurzen onder zijn verantwoordelijkheid heeft.

De Minister antwoordt dat de Commissariaten-generaal bij de tentoonstellingen behoren van het Ministerie van Economische Zaken, maar dat hij zulks alleen maar kan betreuren.

IV. - I. Een ander lid vraagt zich af of de regionale kantoren van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel voldoende bekend zijn onder de kleine en middelgrote bedrijven.

In antwoord daarop werd verwezen naar de uiteenzetting in hoofdstuk 9 van onderhavig verslag.

2. Hetzelfde lid wenst inlichtingen in verband met de activiteiten van het Fonds voor de Buitenlandse Handel; hij meent dat deze te weinig bekend zijn bij de kandidaten-exporteurs.

De Minister antwoordt dat de ambtenaren van de regionale kantoren van de B. D. B. H. ook op dit gebied de kleine en ruiddelgroeide ondernemingen dienen voor te lichten. Bovendien moeten de ambtenaren van het hoofdbestuur van de B. D. B. H. deel aan talrijke seminars of gedachtenwisselingen in de provincies, waarop o.m. de activiteiten van het Fonds voor de Buitenlandse Handel worden besproken (zie ook hoofdstuk 5 van dit verslag).

3. Hetzelfde lid vraagt dat de exporteurs bericht worden voorgelicht omtrent de commerciële reglementering en de handelsgebruiken van de verschillende landen. Voorts vraagt hij of de wetgeving van de Beneluxlanden b.v. niet kan worden geharmoniseerd.

De Minister antwoordt dat de harmonisering van de verschillende wetgeving slechts zeer traag voor dertien Benelux- en E. E. G.-verband.

Anderzijds vervult de B. O. B. H. zijn voorlichtingsrol op dit gebied door de publicaties die hij verzorgt, door de hulp die hij verstrekkt aan de verbonden of de bedrijven en door de conferenties die hij helegt.

4. Hetzelfde lid beklaagt er zich over dat verscheidene personen, onder wie ingenieurs en geneesheren, die naar

éins. ont été insuffisamment informés des conditions qui règnent là-bas. Il impute la responsabilité de cette question à une certaine presse. Il demande que le Ministre veille à une information plus exacte étant donné le nombre de demandes d'émigration pour ces pays.

Le Ministre répond qu'il n'est pas compétent dans ce domaine (cette question relève des services de la Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères).

5. Le même membre se plaint, que la République fédérale d'Allemagne a, dans le cadre du Marché commun, provoqué pour la troisième fois, en un laps de temps de cinq ans, l'effondrement du marché des œufs. Le membre prétend qu'elle applique des méthodes qui ne sont pas conformes aux dispositions du Traité de Rome. Quelle est l'attitude du Ministre à ce sujet?

Le Ministre répond que cette question relève de la compétence de ses collègues des Affaires européennes et de l'Agriculture...

6. En ce qui concerne les expositions, le même membre se plaint du manque d'équipement des stands belges. Il cite l'exemple récent d'un stand belge à l'exposition à Paris, où celui-ci ne disposait pas de frigidaire convenable pour la conservation des produits.

Le Ministre répond que cette question relève de la compétence du Ministère de l'Agriculture et plus particulièrement de l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles.

V. - 1. Un autre membre demande au Ministre de donner la répartition géographique des engagements réels de l'Office national du Ducoire depuis 1960.

Le Ministre fera parvenir ces renseignements directement au membre.

2. En ce qui concerne les relations commerciales entre la Belgique et le Congo, il demande un aperçu synthétique de l'incidence financière et de l'incidence sur le volume des services et du marché de l'emploi de ces relations commerciales.

Le Ministre a fourni, en guise de réponse, un tableau contenant la balance géographique des paiements de l'U. E. B. L. en 1964 avec le Congo-Léopoldville, le Rwanda et du Burundi (voir annexe VI).

12. Votes.

Les crédits afférents au commerce extérieur, inscrits au budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur ont été adoptés par 9 voix contre 3.

Le Rapporteur.

L. RADOUX.

Le Président,

P. MEYERS.

Latijns-Amerika zijn geëmigreerd, onvoldoende werden voorgelicht omtrent de aldaar heersende levensvoorwaarden. Hij wijst er de schuld van aan een bepaalde pers. Gelet op het aantal aanvragen om emigratie naar die landen verzoekt hij de Minister voor een juistere voorlichting te zorgen.

De Minister antwoordt dat hij op dit gebied geen bevoegdheid heeft (dit probleem behoort tot de bevoegdheid van de Kanselarijdiensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken).

5. Hetzelfde lid beklagt er zich over dat de Duitse Bondsrepubliek in her kader van de Gemeenschappelijke Markt, voor de derde maal in een periode van vijf jaar de instorting van de eierprijzen heeft veroorzaakt. Het lid beweert dat zij daarbij methoden toepast die niet stroken met de bepalingen van het verdrag van Rome. Wat is de positie van de Minister op dit gebied?

De Minister antwoordt dat dit probleem behoort tot de bevoegdheid van zijn collega's van Europese Zaken en van Landbouw.

6. Wat de tentoonstellingen betreft, verklaart hetzelfde lid dat het de Belgische stands aan uitrusting ontbreekt. Hij haalt het recente voorbeeld aan van de Belgische stand op een tentoonstelling te Parijs, waar zelfs geen behoorlijke koekast vorhanden was om de produkten te bewaren.

De Minister antwoordt dat dit probleem behoort tot de bevoegdheid van het Ministerie van Landbouw, en met name van de Nationale Dienst voor Afzet van Land, en Tuinbouwprodukten.

V. - I. Een ander lid vraagt de Minister hoe de werkelijke verbintenissen van Je Néltionale Delcederedienst sedert 1960 geografisch verdeeld zijn.

De Minister zal de gevraagde inlichtingen rechtstreeks aan het lid bezorgen.

2. Inzake de handelsbetrekkingen tussen België en Congo, vraagt hetzelfde lid een synthetisch overzicht van de financiële terugslag van die handelsbetrekkingen en van de terugslag ervan op het volume van de dienstenverlening en van de werkgelegenheid.

Bij wijze van antwoord verstrekkt de Minister een tabel met de geografische betalingsbalans van de B. L. E. U. in 1964 voor de verrichtingen met Kongo-Leopoldstad, Rwanda en Burundi (zie bijlage VI).

12. Stemmingen.

De kredieten betreffende de Buitenlandse Handel, uitgetrokken op de bewoeling van het Ministerie van Ruitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, worden door de Commissie aangenomen met 9 tegen 3 stemmen.

De Vcr's!aggelJer,

L. RADOUX.

De Voorzitter,

P. MEYERS.

ANNEXES.

BIJLAGEN.

I. ~ Evolution mensuelle et trimestrielle de nos exportations.

L ~ Maandelijkse en driemaandelijkse ontwikkeling van onze uitvoer,-

Mois Période	1963		1964		1965		Jours ouvrables Aantal werkdaagen			Maand Période
	en 1000 F in 1000 F		% 1963	en 1000 F in 1000 F		% 1964	1963	1964	1965	
Janvier	17417636		22510859	129,4	24116540	107,0	26	26	25	[januari.]
Février	16503560		22438151	136,0	25974675	115,8	24	25	24	[februari.]
Mars	1~487110		23416298	114,3	28527925	121~~	26	25	27	[maart.]
1 ^{er} trimestre	51408606		68395308	125,7	78619140	119,9	76	76	76	1 ^{er} kwartaal.,
Avril	21109312		24489205	116,0	25471264	104,0	25	26	25	[april.]
Mai	109825		21307316	100,9	24195840	113,6	25	24	24	[mei.]
juin	19712542		24189557	122,7	275~~~1	~.1	24	25	25	[juni.]
2 nd trimestre	61942679		69986078	113,0	77233697	110,4	74	75	74	2 nd kwartaal.,
Juillet	21034733		22650141	107,7	25649467	113,2	27	26	26	[juli.]
Août	18125795		18827705	103,9	21610669	114,8	26	25	26	[augustus.]
Septembre	20473251		23835938	116,4	29314~545	~.1	25	26	26	[september.]
3 rd trimestre	59633782		65313784	109,5	1--76574681	117,2	78	77	78	3 rd kwartaal.,
Octobre	21713~307		26017465	105,3	27603991	106,1	27	27	26	[oktober.]
Novembre	20267714		24553439	121,1	• 28710766	117,1			26	[november.]
Décembre	20997093		25094851	119,5	• 30855806	123,0				[december.]
1 ^{er} trimestre	65978141		75665755	114,9	• 87200566	115,0	76	77	76	4 th kwartaal.,
Total de l'année	241963211		~79360925	1155	*319628084	414,3				Totaal van het jaar.

Remarque: (.) signifie que les chiffres sont provisoires.

Bemerkung: (*) betekent dat de cijfers nog voorlopig zijn.

II. ~ Répartition géographique du commerce extérieur de l'U. E. B. L.

A. Exportation.

II. ~ Geografische spreidinq van de buitenlandse handel van de B. L. E. U.

A. Uitvoer.

Zones géographiques (a)	10 mois/rmaanden 1964		10 moisy'raanden 1965		Variations en % ! 1965-1964 Procentuele variaties 1965-1964	Geografische zones (a)
	1000 F	%	1000 F	%		
1. C. E. E.	142923766	62,21	110 505 733	61,8	+ 12,3	1. E. E. G.
R. F. d'Allemagne	4680+212	20,2	57426119	22,1	+ 23,5	B. R. Duitsland,
France	34723247	15,1	37311764	14,4	+ 7,5	Frankrijk.
Pays-Bas	52878900	23,0	56933342	21,9	- 7)	Nederland.
Italie	8817407	3,9	8834508	3,4	-~ 0,2	Italië
2. A. E. L. E.	28796525	125	31 926 094	12,3	+ 10,9	2. E. V. A.
dont: Royaume-Uni	11359708	5,0	12292005	4,7	+ 8,2	w.o. : Verenigd Koninkrijk.
3. Autres pays d'Europe occidentale	6344505	2,8	8830 791	3,4	+39,2(b)	3. Andere Westeuropese landen.
4. Pays d'Europe orientale	3288779	1,4	3784507	1,5	+ 15,1	4. Oosteuropese landen.
5. Amérique du Nord	21 334705	9,3	21829545	9,6	+ 16,4	5. Noord Amerika.
Etats-Unis	19167612	8,41	22 024 305	8,5	+ 14,9	V. S.A.
Canada	2 167093	0,91	2805240	1,1	+ 29,4(c)	Canada.
6. Autres pays d'Amérique	6063345	2,61	6238812	2,4	+ 2,9	6. Overige landen van Amerika.
7. Afrique	7874260	3,4	9075182	3,5	+ 15,3	7. Afrika.
dont: Congo (Le)	2 595 +169	1,1	2 629 306	1,0	+ 1,3	w.o.: Kongo (Leo):
Rép. Afr. Sud	1 290410	0,6	1 458 580	0,6	+ 13,0	R. Zuid Afr.
8. Asie	10234 181	4,51	11359348	4,3	+ 11,0	8. Azië.
dont: Japon	1' 394798	0,6	1351 583	0,5	- 3,1	w.o. : Japan.
9. Océanie	1 264 022	0,61	1 228500	0,4	- 2,8	9. Oceanië
Australie	866258	0,4	938852	0,3	+ 8,4	Australië
N. Zélande	377 691	0,2	236 582	0,1	-~ 37,4	N. Zeeland,
10. Divers	1578524	0,71	1986861	0,8	+ 25,9	10. Verscheideue.
Total général	229702 612	100,0	259765373	[100,0]	+ 13,1	Algemeen totaal..

Remarques.

Groupes de pays.

(a) 1) Le groupe des «pays industrialisés» comprend;

C. E. E.;

A.E.L.E.;

Autres pays d'Europe Occidentale;

Amérique du Nord;

République d'Afrique du Sud;

Japon;

Australie et Nouvelle Zélande.

2) Le groupe des pays de l'Est comprend;

Europe Orientale.

3) Le groupe des pays en voie de développement comprend;

Autres pays d'Amérique;

Afrique (moins la Rép. d'Afrique du Sud);

Asie (moins Japon);

Océanie (moins Australie et Nouvelle Zélande).

(b) Cette augmentation provient essentiellement de trois pays;

- Espagne: de 1281,2 à 2716,5 millions de F. B. (camp. 9 mois 1964-1965) (');
- Grèce: de 1455,9 il 1812,4 millions de F. B. (camp. 9 mois 1964-1965) (');
- Finlande: de 1041,2 il 1417,0 millions de F. B. (camp. 9 mois 1961-1965) (').

(') Aciers (259,0 il 554,8); Machines (337,0 à 507,3); Prod. laitiers (0,8 il 90,8); Légumcs-plantes (6,5 à 182,9).

(c) L'augmentation résulte essentiellement des aciers (620 à I 158, 9 Ilois 1961-1965),

Bemerkingen.

Landengroepen.

(a) I) De groep van de «geïndustrialiseerde landen» omvat:

E.E.G.;

E.V.A.;

Andere Westeuropese landen;

Noord Amerika;

Republiek van Zuid Afrika;

Japan;

Australie en Nieuw Zeeland.

2) De groep van de oostelijke landen omvat :

Oosteuropese landen,

3) De groep van de ontwikkelingslanden omvat :

Overige landen van Amerika;

Afrika (zonder de Republiek van Zuid Afrika);

Azië (zonder Japan);

Oceanië (zonder Australië en Nieuw Zeeland).

(b) Deze verhoging is voornamelijk te wijten aan drie landen:

- Spanje : van 1284,2 tot 2716,5 miljoen B. F. (verg. 9 m. 1964-1965) (');

- Griekenland : Van 1455,9 tot 1812,4 miljoen B. F. (verg. 9 m. 1964-1965) (');

- Finland : van 1041,2 lot 1447,0 miljoen B. F. (verg. 9 m. 1964-1965) (');

(') Staalprodukten (259,0 tot 554,8); Machines (337,0 tot 507,3); Zuivelprodukten (0,8 tot 90,8); Groenten-planteren (6,5 tot 182,9).

(c) De verhoging is voornamelijk te wijten aan de staalprodukten (620 tot 1158, 9 maanden 1964-1965),

B. Importation.

B. Invoer.

Zones géographiques (a)	10 mois/maanden 1964 ^t		10 mals/maanden 1965		Variations en % 1965-1964 — Procentuele verandering 1965-1964	Géografische zones (a)
	1 GOO F	%	1000 r	%		
1. C. E. E.	130 SIS 202	53,4	141416096	54,7	+ 8,4	1. E.E.G.
R. F. d'Allemagne	48303546	19,8	51 486472	19,9	+ 6,6	B. R. Duitsland.
France	36453044	14,9	40367586	15,61	+ 10,7	Frankrijk.
Pays-Bas	36 41 792	14,8	39176842	15,2	+ 8,4	Nederland.
Italie	9616820	3,9	10385196	4,0	+ 8,0	Italië
2. A. E. L. E.	32060209	13,1	333156C00	12,9	+ 3,9	2. E. V.A.
dont: Royaume-Uni	18928004	7	19396 623	7,5	+ 2,5	w.o. : Verenigd Koninkrijk.
3. Autres pays d'Europe occidentale	4740293	1,9	5030590	1,9	+ 6,1	3. Andere Westeuropese landen.
4. Pays d'Europe orientale	4796236	2,0	4840478	1,9	+ 0,9	4. Oosteuropese landen.
5. Amérique du Nord	24382340	10,0	25245581	9,8	+ 3,5	5. Noord Amerika.
Etats-Unis	21368222	8,7	21834267	8,5	+ 2,2	V.S.A.
Canada	3 014118	1,3	3411314	1,3	+ 14,2	Canada.
6. Autres pays d'Amérique	9718395	4,0	9610 906	3,7	- 1,1	6. Overige landen van Amerika.
7. Afrique	18016147	7,4	18936799	7,3	+ 5,1	7. Afrika.
dont: Congo (Léa)	8533942	3,5	8323 039	3,2	- 2,5	w.o. : Kongo (Leo).
Rép. Afr. Suè	2179391	0,9	2629 C42	1,0	+ 20,6	R. Zuid Afr.
8. Asie	1524'0027	6,2	16155 187	6,31	+ 6,0	8. Azië.
dont: Japon	150'2339	0,6	1 752640	0,7	+ 16,7	w.o. : Japan.
9. Océanie	4722396	1,9	3835 050	1,5	- 18,8	9. Oceanië.
Australie	2986602	1,2	2384528	0,9	- 20,2	Australië.
N. Zélande	1731216	0,7	1438301	0,6	- 16,9	N. Zealand.
10. Divers	15'6303	0,1	97 002	~	- 37,9	la. Verscheidene.
Total général	244347548	1100,;	258 +83 289	1100,0	+ 5,8	Algemeen totaal..

Remarques.

Groupes de PAYS.

(a) 1) Le groupe des «pays industrialisés» comprend:

C.E.E.;
 A. E. L. E.;
 Autres pays d'Europe Occidentale;
 Amérique du Nord;
 République d'Afrique du Sud;
 [apan];
 Australie et Nouvelle Zélande.

2) Le groupe des pays de l'Est comprend :

Europe Orientale.

3) Le groupe des pays en voie de développement comprend:

Autres pays d'Amérique;
 Afrique (moins la Rép. cl'Afrique du Sud);
 Asie (moins Japon);
 Océanie (moins Australie et Nouvelle Zélande).

Bemerkingen.

Landerengroepen.

(a) 1) De groep van de «geindustrialiseerde landen» omvat :

E.E.G.;
 E.V.A.;
 Andere Westeuropese landen;
 Noord Amerika;
 Republiek van Zuid Afrika;
 [apan];
 Australië en Nieuw Zeeland.

2) De groep van de oostelijke landen omvat :

Oosteuropese landen.

3) De groep van de ontwikkelingslanden omvat :

Overige landen van Amerika;
 Azië (zonder Japan);
 Oceanië (zonder Australië en Nieuw Zeeland).

III. - Evolution des exportations
de Biens d'Équipement (*).

(En millions de § US.)

III. - Évolntie van de uitvoer
van outillage (*) .

(In miljoenen US \$.)

Pays exportateurs (1)	Années [aartal]	Exp. totales Totale Llitvoer (2)	Exp. de B. dEq. Uitvoer van Out. (3)	% (3) : (2) (4)	Llitvoerlanden .. (l)
U. E. B. L.	1960	3786	375	9,90	B. L. E. U.
	1961	3935	462	11,74	
	1962	4344	532	12,25	
	1963	4853	652	13,43	
	1964	5618	758	13,49	
France	1960	6862	1034	15,07	Frankrük
	1961	7208	1252	17,37	
	1962	7359	1388	18,86	
	1963	8080	1483	18,35	
	1964	8990	1658	18,44	
Pays-Bas	1960	4028	715	17,75	Nederland.
	1961	1307	758	17,60	
	1962	1585	855	18,65	
	1963	4962	994	20,03	
	1964	5808	1265	21,78	
Italie	1960	3669	737	20,09	Italië.
	1961	4215	927	21,99	
	1962	1698	1037	22,07	
	1963	5075	1 188	23,41	
	1964	5962	1392	23,35	
Suède	1960	2565	649	25,30	Zweden.
	1961	2735	714	27,20	
	1962	2920	873	29,90	
	1963	3199	949	29,67	
	1964	3669	1046	28,51	
Suisse	1960	1 871	546	29,18	Zwtserland.
	1961	2 029	628	30,95	
	1962	2 200	688	31,27	
	1963	2 402	740	30,81	
	1964	2 632	792	30,09	
Etats-Unis	1960	20300	5709	28,12	U.S.A.
	1961	20 628	6094	29,51	
	1962	21359	6704	31,39	
	1963	22 922	6734	29,38	
	1964	26 086	7685	29,46	
Grande-Bretagne	1960	10 297	3 142	30,51	Groot-Brltanntë. e
	1961	10 755	3 501	32,58	
	1962	11052	3 468	31,38	
	1963	11855	375t	31,64	
	1964	12312	3700	29,98	
R. P. d'Allemagne	1960	11415	3 599	31,53	Duitse Bondsrepubliek
	1961	12687	1251	33,51	
	1962	13 264	4488	33,81	
	1963	14616	4 907	33,57	
	1964	16215	5 333	32,89	

(*) (Machines et matériel de transport exclus autos et camions)
Gr. 7-Rlb. 732 s/Nom. C. T. C. l.

Source: O. C. D. E. - Série B.

(*) (Machines + vervormmatertcel, uitgezondcrd autos en vrachtwagens) Gr. -Rub. 732 §/Nom. C. T. C. l.

Bron: O. E. S. C. - Reeks B.

IV. - Structure des exportations de l'LI. E. B. L.

(Suivant les sections de la nomenclature de Bruxelles.)

IV. - Samenstelling van de B. L. E. IL. - Llitvoer.

(Volgens de afdelingen van de Brusselse naamlijst.)

Sections	Novembre November			Décembre December			Janvier/Décembre Januari/December			Afdelingen	
	1964	* 1965		1964	* 1965		1964	* 1965 (a)			
		1000 F	% 1964		1000 F	% 1964		1000 F	% 1964		
I. — Animaux vivants	642909	805271	125,3	478470	753126	157,4	4533136	7671272	169,3	I. - Levende diereri.	
II. — Produits du règne végétal	709080	728884	102,8	677 812	836678	123,1	6176473	7210 050	111,3	IL. - Producten van het plantenrijk.	
III. — Graisses et huiles	90605	132648	146,4	87148	148254	170,1	881810	1256853	142,5	III. - Vetten en oliën.	
IV. — Prod. ind. aliment., boissons, tabacs	705 155	858828	121,8	723577	926492	J28,0	6880591	8316365	120,9	IV. - Producten v. d. voedselindustrie; dranken; tabak.	
V. — Produits minéraux	1233494	901648	73,1	1310177	1259846	96,2	14454448	13748882	95,1	V. - Minerale producten.	
VI. — Prod. des ind. chim. et pharm.	1527675	2363806	15,1,7	1446362	2103724	145,4	17761056	21810221	122,8	VI. - Chern- en farmaceutische prod.	
VII. — Mat. plast. artif. caout. ouvrages	435809	638838	H6,6	453148	622932	137,5	4562247	5954137	130,5	VII. - Plastische sloffen.	
VIII. — Peaux, cuirs, pell. et ouvr. en ces matières	194349	235972	121,4	184735	352361	190,7	2138827	2 62J 840	122,6	VIII. - Leder, pelterijen, marokijn-werk.	
IX. — Bois, liège et ouvr. en ces mat....	190832	265418	139,1	177408	237760	134,0	2292627	2682643	117,0	IX. - Hout en houtwaren; kurk en kurkwaren.	
X. — Papier et ses applications	497510	646104	129,9	504770	622416	123,3	5539405	6561 062	118,4	X. - Grondstoffen v. papier nijverheid; pap. en papierwaren.	
XI. — Matières textiles et ouvrages	3714 701	4375087	117,8	3431936	4369687	J27,3	42521572	45306800	106,6	XI. - Textielstoffen en waren.	
XII. — Chaussettes; coiffures; fleurs artificielles	97977	105770	108,0	83267	154001	184,9	1 146886	1211405	105,6	XII. - Schoeisel; hoofddeksels; kunstbloemen.	
XIII. — Pierres; ciment; verre et ouvrages en verre	793422	953540	120,2	791 134	1000345	126,4	9513051	9796425	103,0	XIII. - Werken v. steen, van cement, glas en klaswerk.	
XIV. — Pierres précieuses et mét. préc.	1284496	1357645	105,7	1359880	1896586	139,5	14 806 924	15361237	103,7	XIV. - Edelstenen en edele metalen.	
XV. — Métaux communs et ouvr. de ces métaux	7071 651	7744 931	108,5	6864301	8153690	118,8	82386380	93383754	113,3	XV. - Onedele metalen en werken daarvan.	
XVI. — Machines et appareils électriques	2594093	2708247	104,4	2933678	3046822	103,9	29722 450	31647169	106,5	XVI. - Mach. en toest. elek. materieel.	
XVII. — Matériel de transport	1795763	3039545	169,3	2344821	3389078	144,5	21 947853	32425693	147,7	XVII. - Vervoermaterieel.	
XVIII. — Instr. et appar. de photo, de cinéma et de précision	212322	246522	116,1	248528	287885	115,8	2111 130	2418317	114,6	XVIII. - Optische en precisie-instrumenten.	
XIX. — Armes et munitions	77 862	261581	336,0	44985	267875	595,5	696988	1282474	184,0	XIX. - Wapens en munitie.	
XX. — Produits divers non compris autre part	220397	300097	136,2	227623	350818	151,1	2565689	3045585	118,7	XX. - Niet elders genoemd noch eiders ondergebrachte goederen.	
XXI. — Objets d'art et de colléc. d'antiquité	13 356	16703	125,1	12530	30369	242,4	199278	3168J8	159,0	XXI. - Kunstvoorwerpen; antiquiteiten.	
XXII. — March. non classées en statistiques	449981	53681	11,9	708561	45061	6,4	6 349 949,	5 329 943	83,9	XXII. - Goederen niet onder de voorafgaande afdelingen geraanscht.	
Total	24 553 439	28 740 766	117,1	25094851	30855806	123,0	2794:88770	31936194:5!	J]4,3	Totaal ..	

(*) Chiffres provisoires.

(a) 10^e mois def. + 2 mois provo

Source: I. N. S.

(*) Voorlopige cijfers.

(a) 10 maanden def. + 2 maanden voorJopig.

Bron: N. S.

V. ~ Crédits de préfinancement.

(Source: C. E. E.)

V. ~ Prefinancieringskredieten.

(Bron: E. E. G.)

Belgique België	France Frankrijk	Allemagne Duitsland	Italie Italië	Pays-Bas Nederland	Royume-Uni Verenigd Koninkrijk
7,5 %	4,15 %	AKA plafond A 7,6 (1) plafond B 6,1 (1)	8 à 8,5% Slot 8,5 %	5 à 7 % 5 tot 7 %	5,5 % (2)
I. ~ Crédits fournisseurs.			I. ~ Leverancierkredieten.		
A. Crédits de 1 à 5 ans.			A. Kredieten van 1 tot 5 jaar.		
Créditexport pool I (3) (résc. de la totalité de la part garantie) 6,25	Acheteur public 4,25 % Acheteur privé 4,765 % (résc. de la totalité de la part garantie)	AKA. plaf. A 7,6 % (i) de la part garantie. plaf. B 6,1 % (1) (résc. de 60 % de la part garantie)	6,26 %, le taux de Media-crédita ne s'applique qu'à 75 % max. de la part garantie	5 à 7 % 5 tot 7 %	5,5 (2)
Créditexport pool I (3) (herdiscontering van het totale gewaarborgde deel) 6,25	Overheidsafnemer 4,285 % Privaat afnemer 1,765 % (herdiscontering van het totale gewaarborgde deel)	AKA. piaf. A 7,6 % (1) (herdiscontering van 80 % van het gewaarborgde deel) plaf. B 6,1 % (1) (herdiscontering van 60 % van het gewaarborgde deel)	6,26 %, de interestvoet van het Media-credita is slechts van toepassing op maximum 75 % van het gewaarborgde deel		
B. Crédits de plus de 5 ans.			B. Kredieten van meer dan 5 jaar.		
Créditexport pool II (3) (résc. de la totalité de la part garantie) 6,50	6 % Crédit National 6,45 (GICEX) (résc. de la totalité de la part garantie)	6,3 %. la KW (résc. de 80 % de la part garantie)	6,25 %	6,5 à 7,5 6,5 tot 7,5	5,5
Créditexport pool II (3) (herdiscontering van het totale gewaarborgde deel) 6,50	6 % National Krediet 6,45 (Glç:EX) herdiscontering van het totale gewaarborgde deel	6,3 %, de KW (herdiscontering van 80 % van het gewaarborgde deel)			
II. ~ Crédits financiers.			II. ~ Financiële kredieten.		
A. Privés.			A. Private.		
Pratiquement inexistant Zo goed als onbestaande	6 % pour opération Mexique 6 % voor de operatie Mexico	7 à 8 % 7 tot 8 %	6,25 %	6,5 à 7,5 6,5 tot 7,5	5,5
B. Publics.			B. Openbare.		
Idem	Prêts du Trésor. Joi 13 août 1960 3,5 à 4 % CCCE de 2,5 à 4 % Schatksticungen, wet van 13 augustus 1960 3,5 tot 4 %. CCCH van 2,5 tot 4 %	KW 3 à 6 % KW 3 tot 6 %	6 à 7 % taux du marché assorti parfois de bonification d'intérêt.	Idem	0 à 6,5 0 tot 6,5

(1) Y compris la taxe sur les traites de 0,6 %

(2) Non compris une commission de gestion de 1% du montant du marché.

(3) Payable annuellement et anticipativement, ce qui par rapport à un système de paiement à termes échus peut être estimé à un accroissement de coût de 0,20 %

(1) Met inhoud van de taks van 0,6 % op de wissels.

(2) De 1% commissieloon voor br-heer op het bedrag van de overeenkomst niet inbegrepen.

(3) Jaarlijks vooruit betaalbaar, hetgeen ten opzichte van een systeem van betaling na verloop van termijn, maar geraamde worden op een verhoogde van de kostprijs met 0,20 %

VI. ~ Balance géographique des paiements de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise en 1964 avec le Congo, Rwanda et Burundi.

(Milliards de Francs.)

VI. ~ Geografische betalingsbalans van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie in 1964 met Kongo, Rwanda en Burundi.

(In miljard en [frank].)

	Recettes Ontvangsten	Dépenses Litgaven	Solde Saldo	
I. Transactions sur biens et services:				I. Transacties Inzake goederen en diensten .
1.1 Opérations sur marchandises:	3,8	8,3	- 4,5	1,1 Operaties i.v.m. koopwaren :
1,11 Exportations et importations (a)				1,11 Litvoer en invoer (a).
1,12 Travail il façon	0,1	...	+ 0,1	1,12 Maatwerk.
1,13 Opération d'arbitrage (nettes)	—	—	—	1,13 Arbitrageoperaties (netto) .
1,2 Or non monétaire .....	...	II,3	- 0,3	1,2 Nid monetair quod.
1,3 Frets et assurances pour le transport de marchandises (b)	0,3	...	+ 0,3	1,3 Vervrachting van goederen en diensten.
1,4 Autres Irais de transport	0,8	...	+ 0,8	1,4 Andere vervoerkosten.
1,5 Déplacements il l'étranger	0,4	II,1	+ 0,3	1,5 Verplaatsingen naar het buitenland.
1,6 Revenus d'investissements	0,1	0,1	...	1,6 Opbrengst van in vesteringen.
J,7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs. ....	...	...	...	1,7 Overheidstransacties welke elders niet opgenomen zijn.
1,8 Autres:				1,8 Andere :
1,81 Ouvriers frontaliers	—	—	—	1,81 Grensarbeiders.
1,82 Autres (principalement Irais d'administration de société privées)	1,4	0,2	-1,2	1,82 Andere (in hoochzaak administratiekosten v.l.n. private maatschappijen).
Total (i)	6,9	9,0	- 2,1	Totaal (I) .
2. Transferts:				2. >fransels :
2.1 Transferts privés	4,1	0,4	+ 3,7	2.1 Particuliere transfers.
2.2 Transferts de l'Etat .....	...	1,2	- 1,2	2.2 Overheidstransfers.
Total (2)	4,1	1,6	+ 2,5	Totaal (2) .
3. Mouvements des capitaux des pouvoirs publics :				3. Omzet delen overhedskapitalen :
3,1 Etat:				3,1 Staat:
a) court terme	0,4	0,2	- 0,2	a) op korte termijn.
b) long terme .....	...	...	...	b) op lange termijn.
3,2 Autres pouvoirs publics:				3,2 Andere gezagsorganen:
a) court terme .....	...	...	...	a) op korte termijn.
b) long terme .....	...	...	...	b) op lange termijn.
Total(3)	0,4	0,2	+ 0,2	Totaal (3) .
1. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :				4. Kapitaalverkeer van ondernemingen en particulieren :
+1. Or quaismes publics d'exploitation :				4,1 Openbare exploitante-instellingen :
a) court terme .....	...	...	...	a) op korte termijn.
b) long terme .....	...	...	...	b) op lange termijn.
1,2 Intermédiaires huanciers nOII monétaires du secteur public:				4,2 Nict-monctale financlle bernldelme van de overheidsector :
a) court terme	0,2	0,2	...	a) op korte termijn.
b) lang terme .....	...	...	...	b) op lange termijn.
4,3 Secteur privé:				4,3 Particuliere sector:
1,31 Transactions identifiées en valeurs mobilières:				1,31 Geconstateerde omzet in effecten:
a) valeurs bndes .....	...	...	...	a) Belgische effecten.
b) valeurs étrangères .....	...	...	...	b) Buitenklands effecten.
4,32 Autres (y compris investissements directs) (nets)	0,1	—	-10,1	4,32 Andere (inclusief directe investeringen) (netto) .
Tolid (4)	0,3	0,2	+ 0,1	Toataal (1) .

(a) Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

(b) Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et ussurances. POUf le transport des Importations, l'autre partie n'a pu l'être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1,11 «Exportations et importations» (cl. note a).

(a) Voor een gedeelte van dl! invoer zijn de cijfers te verstaan als c.i.f., d.w.z. dat vrachtgeld en verzekerings voor het vervoer van die invoer erin begrepen zijn.

(b) Deze rubriek omvat, als uitgaven, slechts ecu deel van het vrachtgeld en de verzekerings voor het vervoer van de ingevoerde goederen. Het andere deel kan niet worden gelicht uit de invoer waarop het betrekking heeft en is dus vervat in de uitgaven sub rubriek 1,11 «Invoer» [zie nota a].

	Recettes Ontvangsten	Dépenses Uitgaven	Solde Saldo	
5. Règlements multi latéraux, erreurs et omis... siens (nets)	~	0,9	- 0,9	5. Multilaterale regelingen, vcrqissinqcn en weglatinqen (nette)
Total (1) à (5)	II.7	11,9	- 0,2	Totaal (1) tot (5).
6. Rellnancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: ~)	~	~	~	6. Herfinanciering van de commerciële schuldborderingen op het buitenland, buiten de monetaire instellingcn. om (verhoging: ~).
7. Total des recettes et des dépenses (1 à 6) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires 0. 0.	11,7	11,9	-0,2	7. Totaal van de inkomsten en uitgaven (1 tot 6), waarvan het saldo overeenstemt met het verkeer van het netto buitenlands tegoed der monetaire instellingen.